

**RÉPONSE D'ÉNERGIR, S.E.C. (ÉNERGIR) À LA
DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N°1 DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE (LA RÉGIE) RELATIVE À LA
DEMANDE POUR OBTENIR L'AUTORISATION DE RÉALISER UN PROJET D'INVESTISSEMENT VISANT
L'EXTENSION DE RÉSEAU À SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES**

MISE EN CONTEXTE

- 1. Références :** (i) Pièce [B-0006](#), p. 6;
(ii) R-3767-2011, pièce [B-0010](#).

Préambule :

(i) « Depuis, la municipalité de Saint-Marc-des-Carières multiplie ses efforts afin de rendre possible le projet de prolongement du réseau gazier et trouver les conditions nécessaires à la réalisation du projet; la problématique principale demeurant le besoin d'une contribution externe importante pour rentabiliser l'extension de réseau. Plusieurs relances de la municipalité à Énergir et aux gouvernements ont été faites entre 2005 et 2008.

[...]

Au printemps 2016, la MRC accepte de s'engager pour la réalisation d'une estimation des coûts du projet par Énergir. Entre-temps, la municipalité de Saint-Marc-des-Carières avait déjà entrepris des pourparlers avec les instances gouvernementales pour obtenir l'appui et les fonds nécessaires à la réalisation du projet lorsqu'elle a reçu les résultats, en février 2016, de l'étude économique réalisée par la firme Deloitte. »

(ii) Lettres d'intérêt et d'appui déposées au dossier R-3767-2011.

Demandes :

- 1.1 En considération des citations aux références (i), veuillez indiquer si Énergir a reçu ou pris connaissance de lettres d'intérêt et d'appui au projet d'extension de réseau en provenance d'acteurs économiques à Saint-Marc-des-Carières.

Le cas échéant, veuillez déposer les lettres ou tout document au soutien du présent Projet.

Réponse :

Deux résolutions en appui au Projet sont déposées à l'annexe Q-1.1.

- 1.2 Veuillez déposer l'étude économique réalisée par la firme Deloitte dont il est question à la référence (i).

Réponse :

L'étude est déposée à l'annexe Q-1.2.

2. **Références :**
- (i) Pièce [B-0006](#), p. 3;
 - (ii) Pièce B-0007, p. 19 (sous pli confidentiel).

Préambule :

(i) « *Bien que la contribution gouvernementale maximale soit de 7,5 M\$, une contribution de 7,1 M\$ est suffisante pour réaliser le projet selon les critères de rentabilité des projets d'investissement approuvés par la Régie de l'énergie (« la Régie »).* »

(ii) Coûts associés au Projet

Demandes :

2.1 À la référence (ii), Énergir présente le montant de la contribution du gouvernement québécois de ██████\$.

Veillez déposer les détails du calcul et les hypothèses permettant d'établir ce montant.

Réponse :

Le montant de 7,05 M\$ du gouvernement québécois correspond à la contribution de rentabilisation nécessaire pour atteindre le taux du coût en capital prospectif après impôt de 5,01 %.

2.2 Veuillez élaborer sur les conditions requises et l'éventualité pour Énergir d'obtenir le maximum des contributions provenant du gouvernement québécois, tel qu'indiqué à la référence (i).

Réponse :

Dans l'éventualité où les coûts réels du Projet s'avéraient supérieurs à l'estimation, la contribution serait augmentée jusqu'à un maximum de 7,5 M\$. L'augmentation de la contribution pourrait atteindre 0,4 M\$, ce qui correspondrait à des coûts totaux pour le Projet d'environ 9,97 M\$. Au-delà de ce montant, les coûts seraient entièrement assumés par Énergir.

ANALYSE FINANCIÈRE

3. Références :
- (i) Pièce [B-0006](#), p. 18;
 - (ii) Pièce [B-0012](#);
 - (iii) R-3958-2015, pièce [B-0023](#), réponse 1.1;
 - (iv) R-3987-2016, Décision D-2017-094;
 - (v) R-4020-2017, pièce [B-0020](#), réponse 4.2.

Préambule :

- (i) Analyse financière : Tableau 7.
- (ii) Analyse financière détaillée.
- (iii) Au dossier R-3958-2015. Gaz Métro (Énergir) dépose un fichier présentant les intrants ayant servi aux calculs des résultats présentés dans l'analyse financière.
- (iv) À la décision D-2017-094 :

« [320] Basé sur le taux de rendement autorisé de 8,90 % sur l'avoir ordinaire présumé, Gaz Métro présente un coût en capital prospectif de 5,43 % pour l'année 2017-2018, révisé à la suite de la mise à jour des taux d'intérêt. [note de bas de page omise]

[321] La Régie approuve un coût en capital prospectif de 5,43 % aux fins de l'évaluation des projets d'investissement prévus par Gaz Métro au cours de l'année tarifaire 2017-2018. »

(v) « Cette approche se justifie considérant que le flux monétaire du Projet servant au calcul du TRI (ligne 149 du chiffrier Excel présenté à l'annexe Q-4.4 en réponse à la question 4.4) ne prend pas en compte l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette (déductibles fiscalement). Le flux monétaire considéré (ligne 149) est donc identique à ce que serait le flux monétaire du Projet s'il était financé sans aucune dette (c'est-à-dire un projet financé à 100 % en équité).

Comme le flux monétaire ne prend pas en compte l'économie d'impôt relatif à la déductibilité fiscale des intérêts de la dette du Projet, il est important d'ajuster le coût en capital prospectif de façon à refléter cette économie d'impôt puisqu'elle n'apparaît pas dans le flux monétaire. Voilà pourquoi le TRI du Projet doit être comparé non pas au coût en capital prospectif D-2017-094 (5,43 %), mais au coût en capital prospectif après impôt (5,01 %), pour déterminer la rentabilité du Projet.

Enfin, il est à noter que l'utilisation du coût en capital prospectif après impôt (5,01 %) pour déterminer la rentabilité d'un projet a également été discutée dans le dossier R-3884-2014 de

Gazifère. En effet, dans sa décision D-2014-204, la Régie réitère que le coût en capital prospectif après impôt se doit d'être utilisé en comparaison du TRI généré par le projet pour évaluer la rentabilité de ce dernier.

« [147] En ce qui a trait au traitement de l'impôt dans le calcul du coût en capital prospectif, la Régie considère nécessaire de distinguer certains éléments quant au taux utilisé, afin d'évaluer la rentabilité d'un projet.

[148] Aux fins d'évaluation de la rentabilité d'un projet, il faut comparer le TRI généré par le projet avec le coût en capital prospectif après impôt, si le flux monétaire utilisé dans le calcul du TRI n'intègre pas la notion d'économie d'impôt reliée aux frais financiers. Si le flux monétaire utilisé dans le calcul du TRI intègre la notion d'économie d'impôt reliée aux frais financiers, alors l'utilisation du coût en capital prospectif avant impôt doit être utilisée. » [nous soulignons]

Demandes :

- 3.1 Veuillez déposer le fichier Excel, incluant les calculs ainsi que les hypothèses associées aux résultats, retenus dans l'analyse financière présentée à la référence (ii), selon le format présenté à la référence (iii).

Réponse :

Le fichier Excel est déposé à l'annexe Q-3.1.

- 3.2 Veuillez confirmer qu'Énergir a utilisé, dans le cadre d'analyse de rentabilité du Projet, le « *Coût en capital prospectif D-2017-094* » (avant impôt) plutôt que le « *Coût en capital prospectif après impôt* » et en a fait la concordance dans les flux monétaires du Projet.

Réponse :

Énergir confirme que le point mort tarifaire et l'impact tarifaire du Projet sont calculés en utilisant le coût du capital prospectif de la décision D-2017-094, soit 5,43 %. De plus, Énergir précise qu'elle n'a jamais considéré, depuis au moins la décision D-97-25, les économies d'impôts reliées aux frais financiers dans les flux monétaires des projets analysés. Veuillez également vous référer à la réponse à la question 4.3 de la Régie dans le cadre du projet d'extension de réseau dans les MRC des Appalaches et de Beauce-Sartigan (R-4020-2017, B-0020, Énergir-2, Document 1).

- 3.3 Veuillez confirmer que le paramètre « *Coût en capital prospectif après impôt* », tel que mentionné à la citation (v), n'est utilisé que pour des fins de comparaison avec le TRI généré par le Projet.

Réponse :

Énergir le confirme.

- 3.4 Veuillez confirmer que les flux monétaires du Projet au fin de détermination du TRI, tel que présenté à la référence (ii) ne tiennent pas compte de l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette. Veuillez élaborer.

Réponse :

Énergir confirme que le flux monétaire du Projet servant au calcul du TRI ne prend pas en compte l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette. À cet égard, il est important de préciser que l'approche financière reconnue d'évaluation de projet (voir la réponse à la question 3.6) consiste à évaluer le taux de rendement interne généré du projet à partir d'un flux monétaire considéré « sans dette », donc insensible à la structure de financement du projet. Le TRI qui en résulte doit être ensuite comparé à un coût du capital pondéré qui, lui, reflète le coût de financement du projet, lequel inclut obligatoirement l'économie d'impôt relative aux intérêts du projet si ce dernier était financé selon la structure de capital actuelle d'Énergir (ici 5,01 %).

- 3.5 Veuillez indiquer en quoi l'utilisation du coût en capital prospectif après impôt au fin de l'évaluation du présent Projet d'investissement se conforme à la décision D-2017-094, tel que cité à la référence (iv).

Réponse :

Le coût en capital prospectif de 5,43 % a été approuvé par la Régie dans sa décision D-2017-094.

Le point mort tarifaire et l'impact tarifaire du Projet présenté au tableau 7 (référence i de la présente question) sont calculés en utilisant le coût du capital prospectif de la décision D-2017-094, soit 5,43 %.

Le calcul du coût en capital prospectif après impôt découle directement du coût du capital prospectif de la décision D-2017-094, duquel est considéré le coût de la dette après impôt.

Le calcul est le suivant.

| | Pondération | Taux | CCP | Taux d'impôt | CCP après impôt |
|----------------------------|---------------|-------|--------------|--------------|-----------------|
| Coût de la dette | 54,0% | 2,97% | 1,60% | 26,73% | 1,18% |
| Coût du capital privilégié | 7,5% | 5,29% | 0,40% | | 0,40% |
| Coût du capital ordinaire | 38,5% | 8,90% | 3,43% | | 3,43% |
| TOTAL | 100,0% | | 5,43% | | 5,01% |

Le coût en capital prospectif après impôt (5,01 %) n'est utilisé que comme seuil pour évaluer la rentabilité du Projet. Le TRI du Projet se doit d'être comparé au coût en capital prospectif après impôt (5,01 %), conformément aux décisions D-97-25 et D-2014-204. Dans ces décisions, la Régie « autorise l'utilisation d'un coût en capital prospectif après impôt dans l'évaluation des projets »¹.

- 3.6 Veuillez déposer le fichier Excel, selon le format présenté à la référence (iii), incluant les calculs ainsi que les hypothèses retenues dans l'analyse financière détaillée présentée à la référence (iii), selon l'approche en intégrant l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette.

Réponse :

L'approche financière reconnue d'évaluation de projet consiste à évaluer le taux de rendement interne généré du projet à partir d'un flux monétaire considéré « sans dette » et de le comparer au coût moyen pondéré du capital après impôt. Ainsi, en évaluation de projets, tous les projets qui offrent à l'entreprise un taux de rendement interne supérieur au taux exigé par l'ensemble de ses bailleurs de fonds (coût moyen pondéré du capital après impôt de l'entreprise), font augmenter la valeur de l'entreprise et devraient donc être acceptés par cette dernière.

L'intégration dans le flux monétaire du Projet de l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette du Projet et la comparaison du TRI qui en résulte avec le CCP (5,43 %) n'est pas une méthode usuelle reconnue d'évaluation de projet. Elle exige qu'une série de conditions soit remplie, dont plusieurs ne sont généralement pas rencontrées dans l'évaluation de projets, pour pouvoir considérer cette approche comme interchangeable avec l'approche classique présentée par Énergir (flux monétaire sans économie d'impôt et comparaison du TRI avec le CCP après impôt).

¹ D-97-25, page 18.

Projet d'extension de réseau à Saint-Marc-des-Carières, R-4021-2017

D'abord, l'équivalence théorique entre les deux approches peut être illustrée par un exemple simple où chacune des deux approches est appliquée au même projet. Dans cet exemple, pour illustrer le propos, le TRI est égal à 5,00 % lorsque calculé avec un flux monétaire sans économie d'impôt relative aux intérêts. Lorsque l'on rajoute l'économie d'impôt relative aux intérêts, le TRI passe à 5,43 %. L'exemple proposé est basé sur quelques hypothèses simples :

- Horizon d'analyse = 5 ans d'opération ;
- Pas d'amortissement (ni comptable, ni fiscal) de telle façon que la valeur initiale du projet (1 000\$) se maintient constante jusqu'à la fin du projet (produit de disposition de 1 000\$ à l'année 5) ;
- La structure de capital du projet (dette/équité = 54%/46%) est maintenue constante. Donc la dette se chiffre à 540 \$ en tout temps (= 54% * 1 000\$) et les intérêts afférents s'élèvent à 16,038 \$/an (au taux de 2,97 %). Il est déduit que l'économie d'impôt annuelle relative à la déductibilité des intérêts est de 4,287 \$/an, considérant un taux d'impôt de 26,73 % à chaque année ;
- Hypothèse de départ : les revenus du projet sont fixés de telle façon qu'on obtienne un TRI de 5,00% après impôt. Ce TRI correspond au seuil de rentabilité souhaité quand l'économie d'impôt due aux intérêts n'est pas considérée dans le flux monétaire.

Exemple: Structure et coût du capital moyen pondéré (par hypothèse)

| | Structure | CCP | Impôt | CCP après impôt | Impôt | CCP avant impôt |
|--------|-----------|---------------|--------|--------------------|--------|--------------------|
| Dette | 54% | 2,970% | 26,73% | 2,176% | | 2,970% |
| Équité | 46% | 8,318% | | 8,318% | 26,73% | 11,352% |
| | | <u>5,430%</u> | | <u>5,001%</u> | | <u>6,826%</u> |

Rendement du projet après impôt (sans dette)

| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|---------------------------------------|-------------------|----------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Mise de fond totale (dette et équité) | | -1 000,0 | | | | | |
| Rendement | 6,826% | | 68,3 | 68,3 | 68,3 | 68,3 | 68,3 |
| Impôt | 26,730% | | -18,2 | -18,2 | -18,2 | -18,2 | -18,2 |
| Produit de disposition | | | | | | | 1 000,0 |
| Flux monétaire après impôt | TRI 5,001% | -1 000,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 50,0 | 1 050,0 |

Rendement du projet après impôt (avec économie d'impôt relative à la dette)

| | | 0,0 | 1,0 | 2,0 | 3,0 | 4,0 | 5,0 |
|---------------------------------------|-------------------|----------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Mise de fond totale (dette et équité) | | -1 000,0 | | | | | |
| Rendement | 6,826% | | 68,3 | 68,3 | 68,3 | 68,3 | 68,3 |
| Impôt | 26,730% | | -18,2 | -18,2 | -18,2 | -18,2 | -18,2 |
| Économie d'impôt due à la dette | | | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 | 4,3 |
| Produit de disposition | | | | | | | 1 000,0 |
| Flux monétaire après impôt | TRI 5,430% | -1 000,0 | 54,3 | 54,3 | 54,3 | 54,3 | 1 054,3 |

On observe qu'en rajoutant dans le flux monétaire l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette, le TRI qui en résulte augmente à 5,43 %, soit le TRI qui correspond au seuil de rentabilité souhaité quand l'économie d'impôt due aux intérêts est considérée dans le flux monétaire.

On pourrait en conclure que les deux approches sont interchangeable. Mais il convient de mentionner que l'équivalence stricte entre les deux approches repose minimalement sur une série de conditions, notamment :

- La structure de capital est maintenue constante tout au long de l'horizon ;
- Le taux d'imposition est maintenu constant tout au long de l'horizon ;
- Les amortissements comptable et fiscal sont équivalents ;
- Les valeurs résiduelles comptable et fiscale sont équivalentes à la fin de l'horizon.

Comme plusieurs de ces conditions ne sont pas rencontrées dans l'analyse économique de projets en général, et dans le Projet d'Énergir en particulier, l'interchangeabilité entre les deux approches est impossible à démontrer. Dans ce contexte, Énergir privilégie l'approche classique acceptée largement en évaluation de projet d'investissement qui consiste à exclure l'économie d'impôt relative à la dette du flux monétaire mais à inclure l'impact de cette économie d'impôt dans le coût en capital cible, via un ajustement au coût de la dette. À ce propos, Énergir réfère à :

- Copeland, Thomas E. et Weston, J. Fred (1988), *Financial Theory and Corporate Policy* (Third Edition), Addison-Wesley Publishing Company, pages 36 à 41, *Cash Flows for Capital Budgeting Purposes*

Malgré qu'il ne s'agisse pas d'une bonne approche en évaluation de projet d'investissement, le fichier Excel présentant les hypothèses et les résultats de l'approche intégrant l'économie d'impôt relative aux intérêts de la dette dans le flux monétaire du projet est néanmoins déposé à l'annexe Q-3.6.

- 3.7 Veuillez indiquer si le Projet est rentable selon l'approche retenant l'utilisation du coût en capital prospectif avant impôt comme seuil pour évaluer la rentabilité du projet et en considérant un flux monétaire utilisé au calcul du TRI intégrant la notion d'économie d'impôt reliée aux frais financiers, tel que présentée à la référence (v). Le cas échéant, veuillez indiquer les mesures pouvant être envisagées par Énergir afin de rencontrer la rentabilité du Projet.

Réponse :

Tel qu'expliqué en réponse à la question 3.6, s'il y avait véritablement interchangeable entre les deux approches, l'utilisation de l'une ou de l'autre donnerait le même résultat. Malheureusement, comme cette interchangeable n'est pas possible considérant les paramètres utilisés et la manière d'évaluer le flux monétaire des projets, le débat se résume à déterminer laquelle des deux approches est la « bonne ».

À cet égard, Énergir réitère que l'approche classique de calcul du flux monétaire de projet (en excluant l'économie d'impôt relative aux intérêts) est celle qui doit être retenue. Elle permet d'évaluer le TRI d'un projet sans égard à la structure de financement éventuellement choisie (le mix dette-équité) et sans égard au coût d'une éventuelle dette, au comportement de cette dette dans le temps, aux avantages fiscaux qu'elle procure et au rendement souhaité pour les actionnaires du projet. Pour déterminer si le TRI résultant est suffisamment rentable, c'est-à-dire si le flux monétaire est suffisant pour couvrir à la fois le coût de la dette (après économie d'impôt) et le rendement souhaité de l'équité (lui aussi après impôt), il suffit alors de le comparer au coût pondéré du capital, prospectif et après impôt.

Malgré cette mise en garde et de manière à répondre directement à la question, en ajoutant au flux monétaire du Projet l'économie d'impôt relative aux intérêts, le TRI passe de 5,01% à 5,36%. Comme le TRI est sous la barre du 5,43%, il faudrait augmenter la contribution externe de 22 400\$ pour amener le TRI à 5,43%. La contribution externe passerait alors de 7 055 000\$ à 7 077 400\$, tel que présenté à l'annexe Q-3.6.

À ce niveau, la contribution externe demeurerait inférieure au maximum de 7,5 M\$ autorisé par le gouvernement du Québec.

- 3.8 Veuillez confirmer que le TRI du projet a été calibré de façon que la rentabilité du Projet après impôt correspond exactement au seuil de rentabilité donné par le coût en capital prospectif après impôt (5,01 %).

Réponse :

Énergir le confirme. Veuillez également vous référer à la réponse à la question 2.1.

VOLUMES DE CONSOMMATION

4. **Références :** (i) Pièce [B-0006](#), p. 9;
(ii) Pièce [B-0006](#), p. 11;
(iii) Pièce [B-0006](#), p. 11;
(iv) Pièce [B-0012](#).

Préambule :

(i) « Il est prévu de raccorder 33 clients pour une consommation annuelle estimée à 1 763 000 m³. De ce volume potentiel, 1 547 200 m³ sont considérés pour le calcul de rentabilité et représentent les volumes sécurisés prévus par une obligation minimale annuelle (OMA). L'information plus détaillée au sujet des clients potentiels ou sous contrats se trouve aux sections 3.1 et 3.2. »

(ii) Au Tableau 2, Énergir présente le volume potentiel de consommation de gaz naturel par secteur et par marché :

| Secteur | Marché | | | | | Total général |
|----------------------|--------------------------|------------|--------------|----------------|-----------|---------------|
| | Énergie déplacée | Commercial | Industriel | Institutionnel | Agricole | |
| Saint-Marc-Sud | Propane | 10 | 8 | | 33 | 51 |
| Saint-Marc-Nord | Lubrifiants (huile usée) | | 500 | | | 500 |
| | Mazout n° 2 | | 650 | | | 650 |
| | Propane | 57 | 104 | 161 | | 322 |
| Parc industriel | Propane | | 240 | | | 240 |
| Total général | | 67 | 1 502 | 161 | 33 | 1 763 |

(iii) « La liste des principaux clients est présentée ci-dessous. Au moment du dépôt à la Régie, les volumes associés à ces clients ont été garantis contractuellement pour une période de 60 mois.

| Nom du client | Énergie déplacée |
|---------------|------------------|
| 1 | Propane |
| 2 | Mazout n° 2 |
| 3 | Propane |
| 4 | Propane |
| 5 | Propane |

Les volumes sous contrat de ces principaux clients à l'année 1 totalisent 854 000 m³. Ces clients représentent 86 % des volumes de l'année 1 du Projet. »

(iv) Analyse financière détaillée

Demandes :

4.1 Énergir utilise un volume de 806 900 m³ pour calcul du revenu requis pour l'année 1. À partir de l'année 3, Énergir utilise les volumes sécurisés prévus par des obligations minimales annuelles de 1 547 200 m³.

Veillez expliquer les raisons pour lesquelles Énergir a considéré des volumes de 806 900 m³ au calcul du revenu requis pour l'année 1 et de 1 511 900 pour l'année 2 à la référence (iv).

Réponse :

Pour le calcul de rentabilité, Énergir a utilisé les volumes sécurisés par une obligation minimale annuelle (OMA) pour chacune des années.

4.2 Veuillez expliquer les raisons pour lesquelles Énergir a considéré un volume de 1 547 200 m³ sur l'horizon du Projet, alors que le volume potentiel associé au Projet est de 1 763 000 m³.

Selon l'expérience d'Énergir en développement de marchés, veuillez élaborer sur la probabilité d'atteindre le volume de consommation potentiel associé au Projet de 1 763 000 m³.

Réponse :

Comme mentionné à la réponse à la question 4.1, le volume de 1 547 200 m³ correspond aux volumes sécurisés à partir de l'an 3 du Projet. Chaque projet étant unique, il est difficile pour Énergir de se prononcer, à ce stade, sur la probabilité d'atteindre le volume de 1 763 000 m³. Évidemment, si les volumes consommés sont au même niveau que les volumes aux contrats, et donc supérieurs aux volumes sécurisés, la rentabilité du Projet sera meilleure.

4.3 Veuillez indiquer les tarifs qui ont été utilisés pour établir les revenus de distribution, tel que présenté en (iv).

Réponse :

Tous les clients du Projet sont au tarif D₁ en vigueur au 13 décembre 2017.

4.4 Veuillez mettre à jour le Tableau 2, présenté à la référence (ii), en utilisant les volumes sous contrat.

Réponse :

Le tableau est présenté ci-dessous (en milliers de m³).

| Somme de Volume annuel Ville | Énergie déplacée | Marché | | | | Total général |
|---------------------------------|--------------------------|------------|--------------|----------------|-----------|------------------|
| | | Commercial | Industriel | Institutionnel | Agricole | |
| St Marc sud | Propane | 8 | 7 | | 28 | 43 |
| St Marc Nord | Lubrifiants (huile usée) | | 400 | | | 400 |
| | Mazout léger #2 | | 642 | | | 642 |
| | Propane | 48 | 87 | 133 | | 268 |
| Parc indutriel | Propane | | 194 | | | 194 |
| Total général | | 56 | 1 331 | 133 | 28 | 1 547 |

COÛTS ASSOCIÉS AU PROJET

- 5. Références :**
- (i) Pièce B-0007, p. 19 (sous pli confidentiel);
 - (ii) R-3867-2013, pièce [B-0298](#), question et réponse 5.3.

Préambule :

- (i) Énergir dépose les coûts associés au Projet.
- (ii) « *Question 5.3 : Veuillez commenter l'opportunité de présenter, lors des demandes d'autorisation pour des projets de plus de 1,5 M\$:*
 - *l'étape d'analyse d'ingénierie;*
 - *la plage d'incertitude dans l'estimation des coûts (en pourcentage);*
 - *la justification de l'opportunité de réalisation d'un projet représentant un risque de dépassement des coûts au-delà de 15 %.*

Dans le cas où Gaz Métro s'opposerait à une telle pratique, veuillez justifier.

Réponse :

Gaz Métro n'a pas d'objection à répondre à la demande de la Régie. »

Demandes :

5.1 Veuillez indiquer si Énergir a établi pour chacune des activités et des coûts associés au Projet, tel que présenté à la référence (i), une plage d'incertitude dans l'estimation des coûts.

Le cas échéant, veuillez déposer ces données.

Réponse :

Des simulations Monte-Carlo ont été effectuées pour l'ensemble du Projet. Les plages d'incertitude reliées à chacune des activités du Projet qui ont été utilisées dans les simulations Monte-Carlo afin de déterminer la contingence sont déposées à l'annexe Q-5.1 sous pli confidentiel.

6. **Références :**
- (i) R-4020-2017, Pièce [B-0006](#), p. 16;
 - (ii) Pièce [B-0006](#), p. 15;
 - (iii) Pièce [B-0006](#), p. 20;
 - (iv) Pièce B-0007, p. 19 (sous pli confidentiel);
 - (v) R-3867-2013, pièce [B-0298](#), p. 18, réponse 4.1;
 - (vi) R-3867-2013, pièce [B-0298](#), p. 19, réponse 4.1;

Préambule :

(i) « Une analyse environnementale a été réalisée sur tout le territoire sur lequel les conduites seront installées. Les particularités de ce Projet sont la présence de nombreux cours d'eau et milieux humides situés dans des zones agricoles. Au total, 57 cours d'eau et 34 milieux humides sont répertoriés sur le parcours. Le choix du tracé a permis d'éviter 7 cours d'eau et 24 milieux humides. » [nous soulignons]

(ii) « Une analyse des sols a été effectuée tout au long du tracé. Au total, 44 puits d'exploration ont été réalisés aux endroits où la conduite sera installée. De plus, 39 sondages ont été effectués aux abords des traverses de cours d'eau, de chemins de fer et d'une route appartenant au ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET). Les résultats de ces sondages permettent à Énergir de connaître, entre autres, la nature du sol et sa stabilité, en plus d'augmenter le niveau de précision de la quantité du roc à enlever ainsi que les quantités d'apports de remblai. Ces informations serviront également aux entrepreneurs soumissionnaires pour déterminer les méthodes de construction pour réaliser les travaux. De plus, selon les résultats des analyses, Énergir est très confiante de pouvoir réaliser les travaux selon l'estimation des coûts. » [nous soulignons]

(iii) Calendrier projeté du Projet

(iv) Énergir dépose les coûts associés au Projet.

(v) « La valeur de la contingence attribuée au budget d'un projet est une des mesures d'atténuation du risque de dépassement du budget alloué. Tous les risques ne sont donc pas atténués par la contingence.

[...]

Tel que décrit dans le tableau, une estimation de classe 3 a un niveau de précision de plus ou moins 15 %. Si le projet comporte des risques qui pourraient engendrer un dépassement du budget de plus de 15 %, ces derniers sont considérés dans le calcul de la contingence. Ce type de projet nécessite un pourcentage de contingence plus élevé. » [nous soulignons]

(vi) « Projets de plus de 1,5 M\$:

Ces projets sont de plus grande envergure et comportent généralement un niveau de risque plus élevé. C'est pour cette raison que Gaz Métro s'est dotée du logiciel @RISK dans le but d'utiliser

la méthode de simulation Monte-Carlo pour le calcul de la contingence en fonction des risques du projet à estimer. Cet outil se veut un algorithme complexe qui utilise les probabilités pour produire un grand éventail de simulations.

[...]

Gaz Métro s'est fixé comme règle que l'estimation finale d'un projet doit avoir une probabilité de 85 % (P85) de réussite. La contingence est donc la différence entre le coût à P85 et le coût estimé initial. » [nous soulignons]

Demandes :

- 6.1 Veuillez déterminer si une analyse environnementale a été réalisée tel que présenté en référence (i).

Réponse :

Une analyse environnementale a été réalisée sur tout le territoire sur lequel les conduites seront installées. Au total, 12 cours d'eau sont répertoriés sur le parcours et aucun milieu humide n'est répertorié.

- 6.2 Considérant les particularités du Projet dont la présence de nombreux cours d'eau et milieux humides situés dans des zones agricoles, la Régie est préoccupée par le risque de dépassement de coûts associé au Projet. Veuillez expliquer comment Énergir a tenu en compte de ces particularités dans l'évaluation des coûts du Projet.

Veuillez déposer également vos commentaires à l'égard de ces préoccupations.

Réponse :

Énergir note que la référence (i) est tirée du dossier R-4020-2017 (projet d'extension de réseau dans les MRC des Appalaches et de Beauce-Sartigan). Veuillez vous référer à la réponse à la question 6.2 pour le présent Projet.

Les méthodes d'évaluation des coûts d'un projet tiennent compte des différentes particularités du Projet. Ces méthodes sont décrites à la réponse à la question 4.1 de la pièce B-0298, Gaz Métro-9, Document 1 du dossier R-3867-2013.

- 6.3 Veuillez confirmer si Énergir a complété l'ensemble des études techniques prévues au calendrier projeté, tel que présenté à la référence (iii).

6.4

Le cas échéant, veuillez indiquer si Énergir prévoit avoir recours à des études techniques additionnelles pouvant affecter les prévisions des coûts. Veuillez élaborer.

Réponse :

Énergir a complété l'ensemble des études techniques prévues au calendrier de planification du projet. Aucune étude additionnelle n'est prévue avant le début des travaux de construction.

- 6.5 Veuillez quantifier sur le risque de dépassement de coûts et de l'impact sur la rentabilité du Projet eu l'égard de la proposition citée à la référence (ii) : « *De plus, selon les résultats des analyses, Énergir est très confiante de pouvoir réaliser les travaux selon l'estimation des coûts* ».

Veuillez élaborer quant au risque possible que les coûts réels dépassent de 15% les coûts prévus au Projet.

Réponse :

L'estimation actuelle du coût du Projet tient compte d'une contingence de [REDACTED] \$ basée sur les résultats des simulations Monte-Carlo, soit [REDACTED] % des coûts directs du Projet. Le risque d'un dépassement des coûts réels de plus de 15 % des coûts prévus au Projet est peu probable et ferait suite à des événements totalement imprévisibles.

- 6.6 Veuillez justifier et présenter les détails permettant d'établir les coûts associés à l'activité « contingence », tel que présenté à la référence (iv), et en tenant compte des éléments mentionnés aux références (v) et (vi).

Réponse :

Veuillez vous référer à la réponse à la question 5.1.

ANALYSE DES RISQUES

7. **Références :** (i) R-3867-2013, pièce [B-0298](#), réponse 4.1, p. 19;
(ii) R-3825-2012, pièce [B-0021](#), réponse 1.1.

Préambule :

(i) « Projets de plus de 1,5 M\$

Ces projets sont de plus grande envergure et comportent généralement un niveau de risque plus élevé. C'est pour cette raison que Gaz Métro s'est dotée du logiciel @RISK dans le but d'utiliser la méthode de simulation Monte-Carlo pour le calcul de la contingence en fonction des risques du projet à estimer. Cet outil se veut un algorithme complexe qui utilise les probabilités pour produire un grand éventail de simulations.

[...]

- Analyser les résultats de la simulation Monte-Carlo qui s'affichent sous forme de graphique permettant d'examiner les probabilités d'occurrence de l'estimation du projet et de déterminer les éléments les plus à risques. »

(ii) Au dossier R-3825-2012, Gaz Métro présente le processus d'analyse de risque appliqué dans le cadre d'une nouvelle entente de raccordement.

Demandes :

7.1 Veuillez indiquer si Énergir a effectué une simulation Monte-Carlo, tel que cité à la référence (i), dans le cadre du Projet.

Le cas échéant, veuillez élaborer sur les résultats de la simulation et présenter les éléments du Projet qui ont été identifiés les plus à risques.

Réponse :

Des simulations Mont-Carlo ont été effectuées dans le cadre du Projet, ces analyses ont permis d'obtenir une contingence de ██████ \$, soit un taux de ██████ % des coûts directs du Projet. Les éléments du Projet qui ont été identifiés les plus à risques sont reliés principalement aux activités suivantes :

- frais généraux des entrepreneurs;
- installation de la conduite et excavation de la tranchée; et
- traverses par forage.

7.2 Veuillez indiquer si Énergir a effectué à une analyse des risques selon le processus présenté à la référence (ii).

Le cas échéant, veuillez élaborer quant aux spécificités propres au Projet qui ont été considérées dans l'analyse.

Réponse :

Oui, Énergir a effectué une analyse des risques selon le processus présenté à la référence (ii).

Le Projet vise à raccorder plusieurs clients et bénéficie d'une contribution gouvernementale. Cependant, l'analyse des risques a été effectuée en considérant les mêmes principes et avec la même approche que pour toute entente de raccordement de nouveaux clients.



De service, de nature

Le 11 juillet 2016

Résolution adoptée lors de la séance ordinaire des membres du Conseil de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, tenue en public le 11 juillet 2016 à 20h00 et à laquelle étaient présents messieurs Sylvain Naud, Carol Denis, Jacques Bédard, Christian Gravel et Marc Boivin formant quorum sous la présidence de monsieur Guy Denis, maire.

SM-178-07-16

**ESTIMÉ BUDGÉTAIRE DE NIVEAU 3 - GAZ NATUREL –
SAINT-MARC-DES-CARRIÈRES**

- ATTENDU QUE** la ville de Saint-Marc-des-Carières souhaite l'accès au gaz naturel;
- ATTENDU QUE** la communauté d'affaires, la Chambre de commerce de l'ouest de Portneuf et les élus de Saint-Marc-des-Carières se mobilisent depuis 2006 autour d'un projet porteur qu'est l'arrivée du gaz naturel;
- ATTENDU QUE** le projet d'extension du réseau gazier deviendrait un levier important pour le développement économique de l'ouest de Portneuf et pour la ville de Saint-Marc-des-Carières;
- ATTENDU QUE** Saint-Marc-des-Carières a besoin de cet outil de développement économique pour maintenir et attirer les investissements en région;
- ATTENDU QUE** le gaz naturel permet des économies de près de 40% du coût d'énergie pour les commerces, les institutions publiques et les industries;
- ATTENDU QUE** le gaz naturel produit 32% moins d'émissions que le mazout lourd et que son extension à Saint-Marc-des-Carières aurait un effet positif sur le bilan environnemental de toute la région de Portneuf;
- ATTENDU QUE** certaines entreprises sont moins compétitives et qu'ils ralentissent leurs investissements dans leur usine de Saint-Marc-des-Carières, compte tenu de l'absence du gaz naturel;
- ATTENDU QU'** une étude économique a confirmé les retombées importantes qu'apporterait l'arrivée du gaz naturel dans la région;
- ATTENDU QUE** la réalisation, dès cet automne, de l'étude phase 3 permettrait de débiter les travaux plus rapidement en 2017;

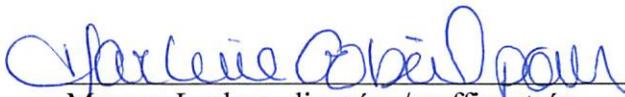
Saint-Marc-des-Carières, le 13 mai 2015

Monsieur Jean-Pierre Naud
Chambre de commerce
295, rue Gauthier #2
Saint-Marc-des-Carières (Québec)
G0A 4B0
Courriel : jpnaud@globetrotter.net

Objet: Appui à la démarche de Gaz Métropolitain

- Veuillez trouver inclus une copie de la résolution SM-148-05-15 en date du 11 mai 2015
- Veuillez trouver les documents ci-joints pour votre information :
- Accusons réception de votre communication en date du
- Pour de plus amples informations, veuillez me contacter.

Veuillez accepter mes plus sincères salutations.


Maryon Leclerc, dir. gén. /greffier.-trés.

P.J.



De service, de nature

Le 11 mai 2015

Résolution adoptée lors de la séance ordinaire des membres du Conseil de la Ville de Saint-Marc-des-Carières, tenue en public le 11 mai 2015 à 20h00 et à laquelle étaient présents messieurs Sylvain Naud, Carol Denis, Jacques Bédard, Christian Gravel, Marc Boivin et madame Élyse Lachance formant quorum sous la présidence de monsieur Guy Denis, maire.

SM-148-05-15

APPUI À LA DÉMARCHE DE GAZ MÉTROPOLITAIN

CONSIDÉRANT la demande de certaines compagnies pour les desservir en gaz naturel;

CONSIDÉRANT l'intérêt de la Ville à ce service;

EN CONSÉQUENCE;

**SUR LA PROPOSITION DE monsieur Christian Gravel
IL EST RÉSOLU UNANIMEMENT PAR TOUS LES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE le Conseil demande à Gaz Métropolitain de mettre à jour le projet de desserte de gaz naturel sur le territoire de la ville de Saint-Marc-des-Carières.

Guy Denis, maire
C.c. : livre des délibérations
P. 4908; 11-05-15



Étude de retombées économiques de la desserte au gaz naturel du poste Deschambault à St-Marc-des- Carières – Deschambault-Grondines

Rapport final présenté à la Chambre de commerce du secteur Ouest de Portneuf



Février 2016



Sommaire

Cette étude s'inscrit dans un programme d'acquisition de connaissance. Elle a pour but d'identifier les dépenses d'investissement et les frais d'exploitation découlant de la future desserte au gaz naturel reliant le poste Deschambault à St-Marc-des-Carrières ainsi qu'à Deschambault-Grondines, dans la MRC de Portneuf, afin d'en estimer les retombées économiques à l'échelle du Québec.

La réalisation de cette étude comporte l'utilisation de plusieurs sources de données, dont les principales sont celles en provenance de Gaz Métro, le distributeur en gaz naturel, auxquelles s'ajoutent celles de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et de Statistique Canada et les résultats d'un sondage réalisé auprès des principales entreprises grandes consommatrices d'énergie. Il est à noter la contribution du CLD de la MRC de Bellechasse qui a autorisé la reproduction d'une section d'un rapport qui lui avait été dédié pour une étude comparable (Deloitte, 2014). Cette section sera modifiée et bonifiée pour tenir compte du cas à l'étude.

Au plan méthodologique, cette étude a recours au modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec pour estimer les retombées économiques à l'échelle du Québec. Ce modèle, du type entrées-sorties, est basé sur la structure interindustrielle du Québec.

À l'échelle du Québec, les dépenses d'investissement liées au projet de desserte s'élèvent à 13,0 M\$. Elles généreront 120,9 emplois à temps complet (ETC). Ce projet contribuera à une augmentation de la richesse collective de 10,9 M\$ (valeur ajoutée), dont 5,2 M\$ serviront à rémunérer les 120,9 ETC. Pour leurs parts, les gouvernements du Québec et du Canada bénéficieront respectivement sous forme de revenus fiscaux et parafiscaux des sommes de 1,7 M\$ et 0,6 M\$. De plus, le contenu québécois du projet de desserte s'établit à 73 %. De plus, le projet de desserte engendrera un taux d'emploi de 7,6 ETC / M\$.

Quant aux dépenses d'exploitation, elles s'élèvent à 12,3 k\$. Les retombées économiques de ces dépenses d'exploitation sont présentées dans le rapport. Toutefois, ces dernières sont récurrentes tout comme plusieurs impacts de nature un peu plus qualitative pouvant bénéficier aux entreprises ou à la collectivité. Parmi celles-ci, mentionnons les effets d'entraînement de la mise en service de la desserte de gaz naturel du poste Deschambault à St-Marc-des-Carrières – Deschambault-Grondines qui se présentent en premier lieu par des économies d'énergie et qui se traduiront par une diminution de la facture énergétique des entreprises. Celles-ci, selon la forme d'énergie déplacée et le volume de consommation, économiseraient entre 24 % et 40 % de leur facture par rapport au mazout léger ou de 3 % à 18 % pour l'équivalent au propane. En deuxième lieu, la productivité de ces mêmes entreprises est susceptible de s'accroître par le remplacement d'équipements plus efficaces. Productivité et économies d'énergie créeront un milieu propice à la consolidation de ces mêmes entreprises et aux emplois qui y sont offerts. De plus, la MRC de Portneuf et plus particulièrement les communautés desservies par le gaz naturel bénéficieront d'une marge budgétaire accrue par des entrées majorées de recettes foncières. Outre le salaire des



employés qui contribueront au maintien des services de proximité, les travailleurs régionaux deviendront des acteurs au maintien de la valeur foncière des propriétés. Les communautés retireront d'autres avantages au plan de l'aménagement tels que la réduction de la circulation des poids lourds, etc. Le projet, par ailleurs, permettrait d'éviter l'émission de 1 700 tonnes de GES.

Les effets d'entraînement engendrent des impacts de nature quantitative également. Ils sont associés à des expansions (agrandissement d'usine ou addition de chaîne de montage, etc.), voire même à l'implantation de nouvelles entreprises qui se matérialiseront sous forme d'investissement et de dépenses d'exploitation. Les investissements créant des impacts temporaires correspondant à la durée des travaux alors que les dépenses d'exploitation génèrent des retombées permanentes, année après année. Parmi les trois entreprises sondées, une seule a signifié son intérêt d'investir à court terme pour un montant de 700 000 \$. Ce montant a déjà été pris en compte par les investissements des grandes entreprises.

Finalement, la desserte de gaz naturel serait une infrastructure linéaire qui favoriserait le développement économique régional. Elle permettra d'orienter le développement industriel selon une trame qui jouera un rôle structurant dans l'économie de la MRC de Portneuf.

Mots clés : Desserte au gaz naturel, Portneuf, St-Marc-des-Carières et Deschambault-Grondines, dépenses d'investissement, frais d'exploitation, retombées économiques québécoises, création d'emplois, valeur ajoutée, recettes fiscales et parafiscales, indicateurs de performance.



Contributions

Chambre de commerce du secteur Ouest de Portneuf

Jean-Pierre Naud Président, conseiller en développement durable

Coalition gaz naturel Bellechasse

Alain Vallières Directeur général du CLD de la MRC de Bellechasse

Gaz Métropolitain

Luc Gauvin Conseiller développement à la vente

Étienne Laguë Conseiller senior, suivi du développement des ventes

Deloitte inc.

Louis Duhamel Conseiller stratégique et responsable client

Denis Bourret Économiste senior

Jean A. Blouin Économiste

Julie Beaudoin Analyse d'affaires

Table des matières

| | |
|---|-----|
| Sommaire | i |
| Contributions..... | iii |
| Table des matières | iv |
| Liste des annexes | vi |
| Liste des tableaux | vi |
| Liste des figures..... | vi |
| Introduction..... | 1 |
| Projet de desserte au gaz naturel, St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines..... | 3 |
| Cadre d'analyse..... | 5 |
| Objectifs | 5 |
| Approche méthodologique..... | 5 |
| Portée de l'étude | 6 |
| Définition des retombées économiques | 6 |
| Modèle intersectoriel du Québec | 7 |
| Apports québécois | 9 |
| Identification des acteurs | 9 |
| Estimation des apports bruts au Québec | 9 |
| Dépenses en construction | 9 |
| Dépenses en achat et installation des équipements..... | 10 |
| Frais d'exploitation - Gaz Métro..... | 13 |
| Estimation des apports nets au Québec..... | 13 |
| Retombées économiques, résultats et analyses..... | 15 |
| Retombées économiques des dépenses d'investissement au Québec | 15 |
| Retombées économiques des frais d'exploitation au Québec..... | 18 |
| Autres retombées économiques récurrentes | 20 |
| Conclusion..... | 25 |
| Références | 27 |



Liste des annexes

- Annexe A : Acronymes et lexique
- Annexe B : Retombées économiques des dépenses de construction et d'équipement réparties selon les effets directs, indirects et induits

Liste des tableaux

| | | |
|--------------------|---|-----------|
| Tableau 1 : | Nombre de clients potentiels par forme d'énergie déplacée, desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines..... | 3 |
| Tableau 2 : | Volume de gaz naturel potentiel par forme d'énergie déplacée, desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines | 4 |
| Tableau 3 : | Dépenses d'investissement de construction | 10 |
| Tableau 4 : | Dépenses d'investissement des entreprises, mise à niveau et expansion, en dollars de 2015 | 11 |
| Tableau 5 : | Dépenses d'exploitation, en dollars de 2015 | 13 |
| Tableau 6 : | Retombées économiques totales au Québec des dépenses d'investissement : effets directs, indirects et induits, en milliers de dollars de 2015 | 16 |
| Tableau 7 : | Retombées économiques totales au Québec des dépenses d'investissement de la construction et des équipements, en milliers de dollars de 2015 | 17 |
| Tableau 8 : | Retombées économiques totales au Québec des frais d'exploitation : effets directs, indirects et induits, en milliers de dollars de 2015..... | 19 |

Liste des figures

| | | |
|------------|---|----|
| Figure 1 : | Apports bruts et nets, au Québec, en dollars de 2015..... | 14 |
|------------|---|----|

Introduction

La chambre de commerce du secteur Ouest de Portneuf représente les intérêts régionaux de gens d'affaires et d'élus régionaux qui souhaitent faire du gaz naturel une nouvelle source d'énergie dans la région de Portneuf, et ce dans un avenir rapproché. La desserte envisagée partirait du poste Deschambault pour se rendre à Saint-Marc-des-Carières et couvrirait également une section de Deschambault-Grondines.

En 2015, la chambre de commerce du secteur Ouest de Portneuf a fait quelques représentations auprès de représentants des deux paliers gouvernementaux (fédéral et provincial) et de Gaz Métro. À la demande de la chambre de commerce, Gaz Métro a réalisé une étude de rentabilité pour évaluer les coûts de cette desserte, mais également le marché potentiel associé à cette desserte.

Cette desserte, d'une longueur de 15,9 kilomètres, ouvrirait un marché de 37 clients potentiels en provenance des secteurs commercial, industriel, institutionnel et agricole au cours des trois prochaines années. Pour maints d'entre eux, le gaz naturel représente une source énergétique à un prix avantageux contribuant à améliorer leur rentabilité respective. De plus, l'accès du gaz naturel au parc industriel de St-Marc-des-Carières est vital pour sa longévité et sa croissance, étant donné qu'à proximité, les parcs industriels des municipalités d'envergure offrent déjà le gaz naturel. L'accès au gaz naturel est devenu un élément de compétitivité et un avantage comparatif.

C'est dans ce contexte que la chambre de commerce a mandaté Deloitte inc. afin de réaliser une étude d'impact économique de la nouvelle desserte dans la région de Portneuf.

Outre le premier chapitre présentant les objectifs de l'étude et les principales considérations méthodologiques, le présent rapport identifie les principaux acteurs en relation à la desserte de gaz naturel de Portneuf et leurs dépenses relatives, pour finalement exposer les retombées économiques de cette desserte au Québec.

Projet de desserte au gaz naturel, St-Marc-des-Carières – Deschambault- Grondines

Le projet à l'étude vise à relier au réseau existant une desserte partant du poste Deschambault en direction nord-ouest qui emprunterait la route Proulx, le 3^e rang et le boulevard Bona-Dussault en vue de desservir de St-Marc-des-Carières et une zone commerciale située dans la municipalité de Deschambault-Grondines.

D'une longueur de 15,9 kilomètres, cette desserte représente un marché potentiel de 37 clients en provenance des secteurs commercial, industriel, institutionnel et agricole tels qu'illustrés au tableau 1.

Tableau 1 : Nombre de clients potentiels par forme d'énergie déplacée, desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines

| Énergie déplacée | Marché, nombre de clients | | | | Total |
|------------------|---------------------------|------------|----------------|----------|-----------|
| | Commercial | Industriel | Institutionnel | Agricole | |
| Propane | 10 | 7 | 7 | 2 | 26 |
| Électricité | 5 | 1 | 2 | | 8 |
| Huile # 2 | | 3 | | | 3 |
| Total | 15 | 11 | 9 | 2 | 37 |

Source : Gaz Métro, 2016.

En termes de volume de gaz naturel, Gaz Métro estime que le marché potentiel de cette desserte représenterait 2 058 km³ après trois années (tableau 2). Le secteur industriel est celui qui offre le plus potentiel de conversion au gaz naturel. À lui seul, le secteur industriel représente 79 % du potentiel identifié par Gaz Métro.

Dès la première année d'exploitation, Gaz Métro prévoit capter plus de 90 % de ce marché.

Tableau 2 : Volume de gaz naturel potentiel par forme d'énergie déplacée, desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines

| Énergie déplacée | Marché, nombre de clients | | | | |
|------------------|---------------------------|--------------|----------------|-----------|--------------|
| | Commercial | Industriel | Institutionnel | Agricole | Total |
| Propane | 155 | 215 | 193 | 33 | 596 |
| Électricité | 35 | 10 | 23 | | 68 |
| Huile # 2 | | 1 394 | | | 1 394 |
| Total | 190 | 1 619 | 216 | 33 | 2 058 |

Source : Gaz Métro, 2016.

Cadre d'analyse

Objectifs

En confiant ce mandat à Deloitte inc. la chambre de commerce du secteur Ouest de Portneuf avait pour objectif de :

- Documenter et décrire l'importance économique de la future desserte en vue de sensibiliser des partenaires actuels et futurs;
- Évaluer l'ensemble des dépenses reliées aux activités relatives de la future desserte de Portneuf;
- Réaliser un sondage auprès des principales entreprises pour estimer les investissements requis afin d'utiliser le gaz naturel;
- Évaluer les retombées économiques de l'ensemble de ces dépenses sur l'économie québécoise.

Approche méthodologique

Plusieurs sources de données ont été consultées et mises à contribution, dont la principale est celle de Gaz Métro qui a permis d'évaluer les dépenses associées à la construction et l'exploitation de cette desserte.

Pour les dépenses d'investissement à l'intérieur des entreprises (achat ou modification d'équipement, de conduite, de distribution, etc.) deux sources ont été utilisées, l'une pour les petites et moyennes entreprises (PME) et l'autre pour les grandes entreprises (GE). Pour les PME, les investissements requis à l'intérieur de chaque entreprise ont été estimés en fonction d'une relation établie sur la base de l'aide financière accordée par Gaz Métro. Ainsi, pour chaque dollar alloué en aide financière aux PME par Gaz Métro, chaque PME ajoutera en moyenne 2 \$ en investissement à l'intérieur de l'usine. Quant aux GE, un sondage a été réalisé auprès des trois principales entreprises, grandes consommatrices d'énergie, desservies par cette nouvelle desserte. Ce sondage, effectué entre le 4 et le 22 janvier, a permis d'estimer leurs investissements requis de ces entreprises servant à la mise à niveau des équipements passant d'une source d'énergie à celle du gaz naturel. Les trois entreprises recensées comme des GE ont participé au sondage ce qui correspond à un taux de réponse de 100 % des GE visés par le sondage.

Plusieurs informations seront extraites des banques de données de l'Institut de la statistique du Québec et de Statistique Canada lesquelles contribueront à compléter certaines absences de données et à formuler certaines hypothèses.

Finalement, parmi les 3 GE, l'une d'entre elles, envisage un investissement majeur suite à la mise en service de cette desserte. Cette somme, additionnée à celles de la mise à niveau des entreprises, sera utilisée pour mesurer les investissements du secteur privé découlant de cette mise en service.

Retombées économiques de la desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines 5



Dans toute étude de retombées économiques, il importe de porter une attention particulière à deux paramètres pour éviter des surestimations ou de la double comptabilisation: l'injection initiale et les fuites.

Le premier paramètre réfère à l'identification des différentes dépenses ou flux financiers qui ont cours et qui engendreront des retombées économiques. Dans le cas présent, deux types de dépenses composeront l'injection initiale, soit les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation. Quant aux dépenses d'investissements, elles seront composées des dépenses reliées à la construction de la desserte et celles requises par l'entreprise à l'intérieur de l'usine. Toutes ces dépenses se déclineront selon plusieurs paramètres, notamment selon les lieux des dépenses (au Québec et hors Québec) et feront l'objet d'un examen pour éviter une double comptabilisation.

Le deuxième paramètre, les fuites, est soustrait de l'injection initiale. Les fuites correspondent aux dépenses qui s'effectueront à l'extérieur du Québec (importations).

Après toutes ses opérations, il résulte une nouvelle banque de données qui correspond à l'apport net qui s'agrège au gré des besoins pour l'ensemble du Québec.

Portée de l'étude

L'étude prévoit l'estimation des retombées économiques à l'échelle provinciale. À cette échelle, le Québec est désigné d'office comme zone d'étude. Or, tout ce qui sort du Québec est traité comme des importations et non aucun impact au Québec.

Définition des retombées économiques

La définition des retombées économiques peut se résumer de la façon suivante : chaque fois qu'un acteur économique réalise une dépense, il stimule l'économie. Par exemple, lorsqu'un événement tel que la construction d'une desserte de gaz naturel de 15,9 km se concrétise, plusieurs acteurs entrent en jeu. D'abord, il y a les employés qui travaillent directement à la construction de la desserte et à son exploitation. Ensuite, il y a tous les fournisseurs qui interviennent sous forme de contrats pour les autres dépenses d'investissement et d'exploitation. À leur tour, les fournisseurs rémunéreront leurs employés et achèteront des matières premières. Tous ces achats contribuent également à stimuler l'activité d'autres entreprises (les fournisseurs des premières entreprises, etc.) et ainsi de suite. C'est l'ensemble de ces répercussions qui constitue les retombées économiques.

Dans le contexte du présent mandat, les retombées économiques font l'objet de deux simulations qui seront traitées à la grandeur du Québec par l'intermédiaire du modèle intersectoriel de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

Modèle intersectoriel du Québec

À l'échelle du Québec, les retombées économiques sont calculées à l'aide du modèle intersectoriel de l'ISQ. En résumé, ce modèle est du type entrées-sorties ou « input-output » basé sur la structure interindustrielle du Québec. Ce modèle procède par simulation basée sur les déboursés ayant un impact sur l'économie du Québec. Les déboursés qui ont servi à cette simulation sont présentés au prochain chapitre « Apports québécois ». Les résultats d'une telle simulation constituent des retombées économiques pour le Québec et ils sont présentés selon divers indicateurs, dont la main-d'œuvre, la valeur ajoutée, la valeur des importations, les recettes fiscales et parafiscales des gouvernements du Canada et du Québec.

Le modèle intersectoriel de l'ISQ permet de mesurer et de classer les impacts selon qu'ils appartiennent aux effets directs (directement attribuables au projet à l'étude) ou aux effets indirects (demandes de biens et services engendrées dans d'autres secteurs industriels). À cela, s'ajoutent les effets induits qui se déterminent par une simulation additionnelle des dépenses des ménages attribuables aux employés qui ont bénéficié d'un emploi (direct ou indirect).

Apports québécois

Identification des acteurs

Dans l'ensemble, il y a deux regroupements d'acteurs, Gaz Métro et ses partenaires qui financeront la desserte au gaz naturel en vue de desservir de futurs clients du type commercial, industriel, institutionnel et agricole de St-Marc-des-Carières et d'une zone commerciale de Deschambault-Grondines. Parmi ces clientèles, rappelons qu'il existe deux sortes d'entreprises, les PME et les GE.

Estimation des apports bruts au Québec

Après avoir identifié les acteurs, la seconde étape d'une étude de retombées économiques est d'en estimer les apports (dépenses des acteurs). Ces flux désignent les sommes d'argent neuf injectées et directement attribuables au projet à l'étude.

Dans le présent projet, les dépenses sont de deux types : les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation. Ces deux types de dépense se distinguent par la finalité de leurs utilisations. Ainsi, les dépenses d'investissement sont associées principalement au coût de construction de la future desserte ainsi qu'à l'achat et l'installation des équipements par les clients qui convertiront leur système au gaz naturel. Quant aux dépenses d'exploitation, celles-ci sont attribuables uniquement au futur distributeur du gaz naturel, Gaz Métro.

Une autre caractéristique entre ces deux types de dépenses est la récurrence de son impact. En effet, les dépenses d'investissement, beaucoup plus importantes que les dépenses d'exploitation, sont transitoires et non récurrentes. La durée des impacts se limite généralement à la durée des travaux. En contrepartie, les dépenses d'exploitation sont permanentes et récurrentes annuellement.

Dépenses en construction

D'une longueur de 15,9 km, l'investissement prévu à la construction de la desserte de gaz naturel entre le poste Deschambault et St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines est estimé à 10,8 M\$. Cette somme se décompose en cinq grandes catégories de dépenses, dont les « services entrepreneurs » qui représentent plus de 67 % des coûts totaux du projet.

Il est à noter que les travaux de construction de la desserte s'échelleront sur une année seulement. La durée des travaux est basée sur les plus récentes dessertes au Québec, celle de Thedford Mines et celle de Lévis-St-Damien qui s'étendaient sur plus de 80 km.

Le tableau 3 présente l'ensemble des dépenses d'investissement de construction et en précise les principaux montants.

Tableau 3 : Dépenses d'investissement de construction

| Dépenses de construction | \$ | % |
|---------------------------------|-------------------|--------------|
| Main-d'œuvre (Gaz Métro) | 696 014 | 6,4 |
| Services – entrepreneurs | 7 238 308 | 67,2 |
| Matériaux – Conduite | 1 633 096 | 15,2 |
| Terrains et servitudes | 207 388 | 1,9 |
| Services professionnels | 1 070 954 | 9,3 |
| Coûts des travaux | 11 288 520 | 100,0 |

Source : Gaz Métro, 2016.

Dépenses en achat et installation des équipements

Au total, Gaz Métro a identifié 37 clients potentiels susceptibles d'acheter du gaz naturel d'ici 3 ans, dont 90 % du volume de gaz serait sous contrat, dès la première année. Ces clients dont l'activité est de nature commerciale, industrielle, institutionnelle ou agricole servent de référence pour mesurer la rentabilité d'une desserte telle que celle à l'étude présentement.

Les investissements liés à la construction de la desserte n'incluent pas les coûts associés à l'achat et à l'installation d'équipements servant de mise à niveau au gaz naturel. Pour la majorité de ces clients, Gaz Métro a estimé une participation financière afin d'abaisser la période de retour sur l'investissement (PRI) ou « payback » à un niveau acceptable pour l'entreprise. La PRI est un critère utilisé par les entreprises pour justifier un investissement. Elle exprime la période, en années, nécessaire à l'entreprise pour récupérer le capital investi.

À l'exception des entreprises de plus grandes importances du secteur industriel que nous avons désigné par GE, l'aide financière allouée par le distributeur de gaz naturel aux PME ou institutions serait de 447 760 \$. Cette somme aurait pour but d'abaisser la PRI à un niveau de risque acceptable par le client. Par contre, cette aide financière ne couvre pas tous les coûts. Les entreprises devront déboursier un montant équivalent, voire même plus que la mise de fonds consentis par Gaz Métro. Ainsi, pour estimer les dépenses afférentes aux clients, une hypothèse est formulée, laquelle a été discutée avec les représentants de Gaz Métro. Cette hypothèse est la suivante :

- pour chaque dollar consenti par Gaz Métro, le client ajoutera 2 \$ pour couvrir tous les autres coûts associés au plan et devis, à l'achat et l'installation des équipements, etc.

Par conséquent, nous estimons que les PME ou institutions déboursieront 895 520 \$ additionnels pour utiliser le gaz naturel (voir tableau 4).

Pour les GE, un sondage a été réalisé dans les semaines du 4 janvier au 22 janvier 2016 auprès des entreprises grandes consommatrices de gaz naturel se situant sur le parcours de la desserte. Au total, Gaz Métro a recensé 3 entreprises se qualifiant de GE.

Les trois entreprises recensées étaient bien au fait des investissements requis pour la mise à niveau du gaz naturel. Le total de leur contribution serait de 170 000 \$. De plus, parmi ces trois entreprises, l'une d'entre elles envisage d'investir une somme additionnelle de 700 000\$ attribuable à la venue du gaz naturel. L'entreprise envisage d'augmenter sa production. Ainsi, en provenance des GE, c'est 870 000 \$ additionnels qui seraient investis dans l'économie, dont 90 % l'année suivante de la réalisation de la future desserte.

Tableau 4 : Dépenses d'investissement des entreprises, mise à niveau et expansion, en dollars de 2015

| Achat et installation des équipements | \$ | % |
|--|------------------|--------------|
| PME | | |
| Commercial, industriel, institutionnel et agricole | 1 343 280 | 60,7 |
| Aides financières – Gaz Métro | 447 760 | 20,2 |
| Achats par les clients | 895 520 | 40,5 |
| Nombre d'entreprises | 34 | |
| GE | | |
| Industriel et commercial | 170 000 | 7,7 |
| Nombre d'entreprises | 3 | |
| Investissement additionnel | 700 000 | 31,6 |
| Nombre d'entreprises | 1 | |
| Dépenses totales en équipements | 2 213 280 | 100,0 |
| Nombre d'entreprises | 37 | |

Source : Gaz Métro, 2016 et adaptée par Deloitte inc.

Frais d'exploitation - Gaz Métro

Gaz Métro prévoit des frais d'exploitation de l'ordre de 12 350 \$ par année, dont 53,6 % serviront à défrayer le ou les employés qui seront affectés à cette tâche. Le tableau 5 en présente les principales composantes. Au total, la desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines nécessitera l'embauche de 0,1 ETC annuellement.

Tableau 5 : Dépenses d'exploitation, en dollars de 2015

| Achats et installations des équipements | \$ | % |
|--|-----------|----------|
| Masse salariale | 6 615 | 53,6 |
| Emplois en ETC | 0,1 | |
| Autres dépenses | 5 735 | 46,4 |
| Coûts des travaux | 12 350 | 100,0 |

Source : Gaz Métro, 2016.

Estimation des apports nets au Québec

Jusqu'à maintenant, l'estimation des dépenses d'investissement ou des frais d'exploitation s'est concentrée sur les apports bruts. Toutefois, pour évaluer et apprécier l'importance des retombées économiques d'un projet au Québec, il est important d'en soustraire les importations afin d'obtenir les apports nets. En effet, les importations ne contribuent à aucun impact significatif au Québec.

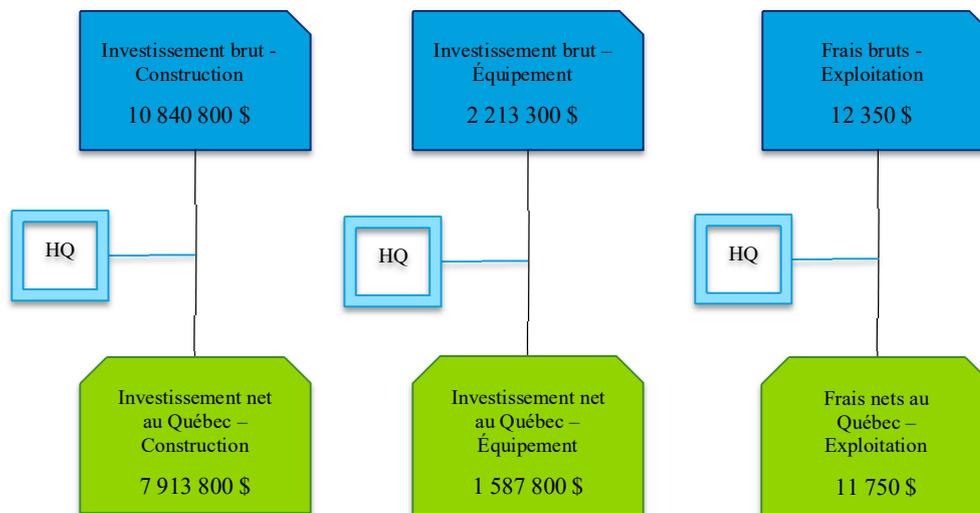
Pour obtenir les montants de ces importations, deux sources sont généralement utilisées. Ce sont dans l'ordre : le promoteur et l'ISQ.

Pour les dépenses d'investissement en matière de construction, le promoteur (Gaz Métro) a précisé que 50 % des matériaux – conduite identifiés au tableau 3 seront importés, soit l'équivalent 816 500 \$. Ensuite, lors de la simulation du vecteur de dépenses en matière de construction, l'ISQ a estimé que 2 110 500 \$ s'ajouteront aux importations identifiées par le promoteur ce qui porte les importations totales à 2 927 000 \$. Les investissements nets au Québec sont donc de 7 913 800 \$.

Pour les dépenses d'investissement en matière d'équipement, seules les données en provenance de l'ISQ ont été utilisées, n'ayant pas d'information plus précise. Ainsi, lors de la simulation du vecteur de dépenses en matière d'équipement, l'ISQ a estimé que les importations s'élèveraient à 625 600 \$ ce qui se traduit par des investissements nets au Québec de 1 587 800 \$.

Finalement, quant aux frais d'exploitation ceux-ci n'ont fait l'objet d'aucune simulation du modèle intersectoriel du Québec compte tenu de la faible ampleur des dépenses (12 350 \$). L'apport net serait de 11 750 \$, sous l'hypothèse que les importations découlant des frais d'exploitation seraient de 5 %.

La figure 1 synthétise l'ensemble des informations recueillies jusqu'à maintenant et présente les montants correspondants aux apports bruts et nets du projet de desserte de gaz naturel dans la région de Portneuf.



HQ : Hors Québec

Figure 1 : Apports bruts et nets, au Québec, en dollars de 2015

Retombées économiques, résultats et analyses

Avant de présenter les résultats de l'étude, il est important de préciser que les résultats sont exprimés en dollars de 2015 et qu'ils s'appliquent à l'ensemble du Québec. De plus, rappelons que les résultats des simulations sont le produit du modèle intersectoriel de l'ISQ.

Quant à la présentation des résultats, elle débutera par les retombées économiques des dépenses d'investissement suivi des frais d'exploitation. Dans les deux cas, les indicateurs demeurent les mêmes et ces indicateurs sont : le nombre d'emplois exprimé sous forme d'emplois équivalents à temps complet (ETC), la valeur ajoutée composée de la masse salariale et des autres revenus bruts, les revenus fiscaux et parafiscaux des deux paliers gouvernementaux (fédéral et québécois) et de la valeur des importations.

Retombées économiques des dépenses d'investissement au Québec

Les investissements totaux sont composés des dépenses liées à la construction de la desserte et à l'achat et à l'installation des équipements servant de mise à niveau au gaz naturel ainsi que la somme prévue pour l'agrandissement d'une entreprise. Ces investissements totalisent une injection brute de 13,0 M\$ dans l'économie du Québec.

Cette somme se compose de 83 % des dépenses liées à la construction de la desserte et 17 % des dépenses attribuables à la mise au niveau par les futurs clients ou à des investissements additionnels. Cette injection servira de base au calcul pour estimer les retombées économiques à l'échelle du Québec. Au total, l'investissement de 13,0 M\$ se répercute et se traduit par les retombées économiques (tableau 6) suivantes :

- la création 120,9 emplois équivalents à temps complet (ETC);
- la valeur ajoutée totalisant 10 909 200 \$;
- la rémunération de la main-d'œuvre pour un montant de 5 257 100 \$;
- les autres revenus de valeur ajoutée pour un montant de 5 652 100 \$;
- des revenus fiscaux et parafiscaux pour le gouvernement du Québec équivalent à 1 745 900 \$;
- des revenus fiscaux et parafiscaux pour le gouvernement du Canada équivalent à 625 500 \$;
- les importations en achats de divers biens et services pour un montant de 4 532 000, dont 3 552 600 \$ attribuables directement à l'injection initiale¹.

¹ Les importations de 4 532 000 \$ sont composées de 3 552 600 \$ associés à l'injection initiale ou aux effets directs et indirects et de 979 400 \$ provenant des effets induits.

Tableau 6 : Retombées économiques totales au Québec des dépenses d'investissement : effets directs, indirects et induits, en milliers de dollars de 2015

| Indicateurs | Effets | | | Totaux ^A |
|---------------------------------------|---------|----------|---------|---------------------|
| | Direct | Indirect | Induit | |
| Main-d'œuvre | En ETC | | | |
| En ETC | 15,0 | 80,3 | 25,6 | 120,9 |
| En % | 12 % | 66 % | 21 % | 100 % |
| | En k\$ | | | |
| Valeur ajoutée | 1 756,6 | 7 599,0 | 1 553,6 | 10 909,2 |
| Masse salariale | 742,0 | 3 920,6 | 594,5 | 5 257,1 |
| Autres revenus bruts | 1 014,6 | 3 678,4 | 959,1 | 5 652,1 |
| Revenus fiscaux et parafiscaux | 286,0 | 1 573,0 | 512,4 | 2 371,4 |
| Québec | 213,2 | 1 163,9 | 368,8 | 1 745,9 |
| Canada | 72,8 | 409,1 | 143,6 | 625,5 |
| Importation | 857,4 | 2 695,2 | 979,4 | 4 532,0 |

Sources : ISQ, 2016.

Note (A) : En raison des arrondissements, le total ou les sous-totaux peuvent différer de la somme de ses composantes.

Au total, le projet de desserte contribuera à créer l'équivalent de 120,9 ETC. De ces emplois, les effets directs totalisent 15,0 ETC et représentent 12 % des emplois totaux générés au Québec alors que les effets indirects totalisent 80,3 ETC (66 %) et les effets induits 25,6 (21 %). La modulation des effets renseigne sur la rapidité et sur les lieux approximatifs des impacts économiques. Généralement, les effets directs sont immédiats ou à très court terme. De plus, ils se réalisent près des lieux où les activités sont consommées. Les effets indirects se concrétisent également rapidement, mais ils se propagent à l'économie régionale pour s'étendre à celle du Québec. Quant aux effets induits, ils se matérialisent à moyen ou long terme et ils sont plus diffus dans l'ensemble de l'économie québécoise.

La valeur ajoutée est un indicateur de richesse collective. Elle totalise 10 909 200 \$, dont 48% (5 257 100 \$) sous forme de salaires et traitements. C'est donc dire que 48 % de la richesse collective bénéficie directement aux salariés. En contrepartie, 52 % de la valeur ajoutée sert de rémunération du capital, prenant la forme de revenus nets aux entreprises, d'intérêt, de charge patronale, etc.

Les gouvernements québécois et fédéral recueillent sous forme d'impôts fiscaux et parafiscaux des sommes importantes, soit l'équivalent de 2 371 400 \$, dont 74 % sont perçus par le gouvernement du Québec.

Finalement, deux indicateurs de performance s'ajoutent aux indicateurs traditionnels. Ce sont le pourcentage du contenu québécois et le taux d'emplois par M\$ d'investissement.

Le contenu québécois se calcule sur la base des importations attribuables à l'injection initiale qui s'élèvent à 3 552 600 \$. Ce montant représente des fuites de la zone d'étude (le Québec) de 27 % ce qui équivaut à un contenu québécois des investissements de 73 %.

Quant au taux d'emplois, il est de 7,6 ETC par M\$ d'investissement.

Le tableau 7 partage les retombées économiques selon la provenance des déboursés, soit entre les retombées économiques de la construction de la desserte et ceux des équipements servant de mise à niveau au gaz naturel.

Le poids des dépenses de construction dans l'injection totale conduit inévitablement à constater que les retombées économiques découlant de la construction sont 4 fois supérieures à ceux des équipements.

Tableau 7 : Retombées économiques totales au Québec des dépenses d'investissement de la construction et des équipements, en milliers de dollars de 2015

| Retombées économiques | Total | Construction | Équipement |
|---------------------------------------|----------|--------------|------------|
| | | En ETC | |
| Main-d'œuvre | 120,9 | 98,5 | 22,4 |
| | | En k\$ | |
| Valeur ajoutée | 10 909,2 | 9 048,8 | 1 860,3 |
| Masse salariale | 5 257,1 | 4 331,4 | 925,6 |
| Autres revenus | 5 652,1 | 4 717,4 | 934,7 |
| Revenus fiscaux et parafiscaux | 2 371,4 | 1 963,2 | 408,2 |
| Québec | 1 745,9 | 1 447,4 | 298,5 |
| Canada | 625,5 | 515,8 | 109,7 |
| Valeur des importations | 4 532,0 | 3 730,0 | 801,9 |
| Indice de performance | | | |
| Contenu québécois, % | 73 % | 73 % | 72 % |
| Taux d'emplois par M\$ | 7,6 | 7,5 | 8,2 |

Sources : ISQ, 2016.

Note (A) : En raison des arrondissements, le total ou les sous-totaux peuvent différer de la somme de ses composantes.

Retombées économiques de la desserte St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines 17

Dans l'ensemble, il existe peu de différence, toute proportion gardée, entre les résultats des dépenses de construction et ceux des équipements. Quant aux indicateurs de performance, un seul se différencie quelque peu. Il s'agit du taux d'emplois par tranche de M\$ d'investissement qui s'avère un peu plus élevé pour les dépenses d'investissement à l'achat d'équipements.

Retombées économiques des frais d'exploitation au Québec

Les frais d'exploitation sont composés de la rémunération des employés et des dépenses à l'achat de biens et services. Au total, les dépenses d'exploitation totalisent 12 350 \$.

Cette somme se compose de 54 % des dépenses servant à la rémunération des employés et de 46 % liées à l'achat de divers biens et services. Cette injection dans l'économie du Québec se répercute et se traduit par les retombées économiques suivantes (tableau 8) :

- la création 0,2 emploi équivalent à temps complet (ETC);
- la valeur ajoutée totalisant 14 500 \$;
- la rémunération de la main-d'œuvre pour un montant de 8 300 \$;
- les autres revenus de valeur ajoutée pour un montant de 6 100 \$;
- les revenus fiscaux et parafiscaux pour le gouvernement du Québec équivalent à 1 300 \$;
- les revenus fiscaux et parafiscaux pour le gouvernement du Canada équivalent à 500 \$;
- les importations en achats de divers biens et services pour un montant de 2 800 \$ dont 600 \$ attribuables directement à l'injection initiale².

Au total, l'exploitation du projet de desserte contribuera à créer l'équivalent de 0,2 ETC. De ces emplois, les effets directs totalisent 0,1 ETC et représentent 50 % des emplois totaux générés au Québec. Les effets indirects totalisent également 0,1 ETC (50 %) et les effets induits sont négligeables (<0,1 %).

Sur le plan de la valeur ajoutée, le projet de desserte ajouterait, en termes de richesse collective, un accroissement de valeur ajoutée de 14 500 \$, dont 58 % (8 300 \$) seraient versés sous forme de salaires et traitements. C'est donc dire que plus de la moitié de cette richesse québécoise serait redistribuée à des travailleurs ou travailleuses du Québec.

Les revenus fiscaux et parafiscaux s'élèveraient à 1 300 \$ pour le gouvernement du Québec et à 500 \$ pour le gouvernement du Canada.

La valeur des importations découlant du projet de desserte s'élèverait à 600 \$ à l'échelle du Québec. Cette somme permettrait de mettre en valeur un premier indicateur de performance, le pourcentage du contenu québécois. Or, les importations représentent 5 % de l'injection totale.

² Les importations de 2 800 \$ sont composées de 600 \$ associés à l'injection initiale ou aux effets directs et indirects alors que les 2 200 \$ sont associés aux effets induits.

Ainsi, le contenu québécois des dépenses d'exploitation associées au projet de desserte s'établit donc à 95 %.

Finalement, le taux d'emplois par tranche de M\$ serait de 16,9, mais comme les frais d'exploitation sont très inférieurs à 1 M\$, ce taux d'emplois demeure théorique.

Tableau 8 : Retombées économiques totales au Québec des frais d'exploitation : effets directs, indirects et induits, en milliers de dollars de 2015

| Indicateurs | Effets | | | Totaux ^A |
|---------------------------------------|--------|----------|--------|---------------------|
| | Direct | Indirect | Induit | |
| Main-d'œuvre | En ETC | | | |
| En ETC | 0,1 | 0,1 | <0,1 | 0,2 |
| En % | 50 % | 50 % | <0,1 % | 100 % |
| | En k\$ | | | |
| Valeur ajoutée | 10,2 | 0,8 | 3,5 | 14,5 |
| Salaires et traitements | 6,6 | 0,4 | 1,4 | 8,3 |
| Autres revenus | 3,6 | 0,4 | 2,2 | 6,1 |
| Revenus fiscaux et parafiscaux | 0,5 | 0,2 | 1,2 | 1,9 |
| Québec | 0,4 | 0,1 | 0,8 | 1,3 |
| Canada | 0,2 | <0,1 | 0,3 | 0,5 |
| Valeur des importations | 0,0 | 0,6 | 2,2 | 2,8 |
| Indicateur de performance | | | | |
| Contenu québécois, % | -- | -- | -- | 95 % |
| Taux d'emplois par M\$ | -- | -- | -- | 16,9 |

Note (A) : En raison des arrondissements, le total ou les sous-totaux peuvent différer de la somme de ses composantes.

Autres retombées économiques récurrentes

Le projet de desserte de la région de Portneuf représente des investissements importants qui engendrent des retombées économiques à court terme (deux ans) seulement alors que les dépenses d'exploitation, plus modestes, créent des impacts permanents. En fait, la construction de la desserte serait imputable à la première année de construction et les achats et l'installation des équipements à la deuxième année alors que les dépenses d'exploitation se répercuteront annuellement, tant et aussi longtemps que la desserte sera en opération.

Aux impacts permanents, d'autres impacts de nature qualitative ou quantitative sont à présenter également.

Au préalable, pour bien comprendre l'importance du gaz naturel comme source d'approvisionnement, citons quelques statistiques officielles. D'abord, l'Association pétrolière et gazière du Québec³ (APGQ) publie les statistiques suivantes :

- Au Québec, le gaz naturel représente 12 % du bilan énergétique;
- Le secteur industriel représente 55 % de la consommation du gaz naturel;
- Au cours des trois dernières années, la consommation du gaz naturel s'est accrue de 20 %.

En complément de ce portrait, l'Office national de l'Énergie (ONE) a publié des prévisions de consommation relatives au gaz naturel au Canada pour les 25 prochaines années. Celles-ci seraient équivalentes à :

- Une augmentation de la consommation totale du gaz naturel de 45 % au Canada;
- Une augmentation de la consommation du gaz naturel de 32 % du secteur industriel. (ONE. 2013).

Le gaz naturel est donc une source d'approvisionnement énergétique importante pour l'industrie et cette forme d'énergie est en forte croissance. Par surcroît, pour plusieurs industries, le gaz naturel est aussi un facteur de localisation (MRNF, 2006).

« Le gaz naturel joue un rôle stratégique dans tous les domaines où la production de chaleur doit être contrôlée avec précision.(...) Pour plusieurs industries, la disponibilité du gaz naturel est un facteur de localisation important. »

La ville de Dolbeau-Mistassini a d'ailleurs très bien compris la relation entre l'accessibilité au gaz naturel et le facteur de localisation des industries en inscrivant comme objectif de son plan d'urbanisme du secteur industriel :

« Obtenir une desserte du territoire par les infrastructures reliées au gaz naturel revêt une grande importance dans les objectifs de maintien et de développement d'une base industrielle au soutien de l'économie de la ville et de sa région. »

³ En ligne : <http://www.apgq-qoga.com/un-joueur-majeur/>

De plus, la demande de gaz naturel dans le secteur industriel est étroitement liée à la croissance du PIB industriel qui s'établit à près de 50 % au Canada entre 1995 et 2012⁴. Par le passé, cette croissance était principalement supportée par les industries incluant le gaz naturel comme un élément de leur procédé industriel (exemple une centrale électrique au gaz naturel). Pour les années futures, la hausse de la consommation du gaz naturel serait stimulée par des investissements aux technologies consommant du gaz naturel, dont les équipements de chauffe industriels, de mesure et de gestion de l'énergie, etc.

Les investissements dans le secteur industriel seront donc très sensibles dans le futur à l'accès au gaz naturel.

Les entreprises et les collectivités desservies par le gaz naturel bénéficieront d'un avantage comparatif par rapport à toute entreprise ou collectivité sans gaz naturel. Ces avantages comparatifs prennent plusieurs formes.

Les entreprises

- Les entreprises seront prédisposées à investir pour bénéficier des économies d'énergie pouvant se traduire par une baisse de leur facture énergétique ou encore par un accroissement de leur production. Gaz Métro estime que les entreprises qui se convertiront au gaz naturel devraient engranger des économies réelles sur leur facture énergétique de 24 % à 40 % pour les entreprises consommant du mazout léger et de 3 % à 18 % pour les entreprises consommant du propane, dans l'hypothèse d'aucun changement de production et des prix constants.
- En complément aux économies d'énergie, les entreprises qui investiront dans des équipements plus efficaces et de gestion en matière d'économies d'énergie enregistreront des gains de productivité.
- En réduisant la facture énergétique pour une production identique ou en améliorant la productivité de l'entreprise par des équipements plus efficaces chaque entreprise améliorera sa santé financière et favorisera une consolidation de sa propre entreprise. C'est l'équivalent d'une prime, d'assurance de pérennité des emplois, payée par l'employeur. À cet égard, mentionnons que les 3 entreprises qui ont participé au sondage des GE dans la MRC de Portneuf comptent pour plus de 158 employés. À ces entreprises, il faudrait additionner les employés des 34 PME qui bénéficieront du gaz naturel.
- Un autre avantage, et non le moindre, est l'effet d'entraînement que procure l'accès au gaz naturel auprès des entreprises existantes. Dans le projet de desserte, Gaz Métro a identifié 37 clients potentiels, dont trois entreprises plus importantes qui ont fait l'objet d'un sondage, dont deux ont des interactions étroites. En effet, Construction et pavage est un client de Graymont Portneuf.
- Finalement, les effets d'entraînement peuvent se concrétiser auprès de nouvelles entreprises. En effet, l'accès au gaz naturel est un facteur de localisation auprès de

⁴ TDDC 2013, p. 12

nouvelle entreprise grande consommatrice de cette forme d'énergie, mais également de leurs fournisseurs. À titre d'exemple, mentionnons que :

- En 1999, la ville de Candiac a procédé à une prolongation de la conduite de gaz naturel desservant le parc industriel (Champlain). Or, la conduite a permis la localisation de deux nouvelles industries importantes (GE) qui ont contribué à la venue d'une dizaine d'autres industries (PME) ce qui fixe un ratio de 5 entreprises additionnelles pour chaque grande entreprise (1:5);
- À Longueuil, l'accès au gaz était une priorité. Une conduite de gaz installée dans une zone industrielle peu ou pas développée a, après 4-5 ans, atteint sa masse critique. Une fois la masse critique atteinte, des entreprises de la taille de 20 000 à 30 000 pi² s'implantent et deviennent du capital à moindre risque pour les institutions financières.
- Dans l'Est de Montréal, la majorité des membres de l'Association industrielle de l'Est de Montréal sont des consommateurs de gaz naturel. En 2007, cette Association a mandaté une firme pour évaluer les retombées économiques des membres. À noter que cette étude a été réalisée avant la fermeture de deux raffineries dans l'Est de Montréal. Néanmoins, les effets d'entraînement des projets d'expansion de leurs membres se traduisaient par la création d'un emploi indirect pour chaque emploi créé. Les emplois indirects se retrouvaient principalement dans divers secteurs, dont ceux des secteurs du commerce, des services professionnels (ingénierie, environnement, etc.) de fabrication métallurgique, de la restauration. De plus, cette étude a permis d'estimer que pour les 15 à 20 grandes entreprises il y avait 800 fournisseurs différents, soit l'équivalent d'un ratio 1:40.
- À cet égard, mentionnons que le trajet de la desserte traverse une zone agricole. Deux entreprises agricoles ont déjà signifié leur intérêt à se convertir au gaz naturel. Le séchage des grains représente une activité recherchée et à fort potentiel pour la consommation de gaz naturel.

La collectivité

- Les communautés desservies par le gaz naturel bénéficient en premier lieu de revenus fonciers accrus par l'augmentation de la valeur foncière des entreprises. En cette période de recherche de nouveaux champs de taxation pour les municipalités, les entrées d'argent neuf en provenance des champs de taxation en usage demeurent toujours d'actualité;
- Les employés de ces entreprises contribuent également à une augmentation des revenus fonciers lors de la mise en chantier de nouvelles résidences, mais leur contribution principale est de contribuer au maintien de la valeur foncière des propriétés.
- Les communautés tirent avantage de la consolidation des entreprises en maintenant des emplois sur leur territoire comblé en grande partie par des résidents régionaux. Ces

- emplois augmentent le revenu disponible des ménages et contribuent à maintenir des services personnels de proximité;
- La municipalité de St-Marc-des-Carières bénéficiera également d'une baisse des dépenses énergétiques. En 2015, la facture énergétique de l'aréna, du garage municipal, de la caserne, de l'hôtel de ville et d'un poste de relais s'est élevée à 153 388 \$. La conversion au gaz naturel pour le chauffage de l'espace et de l'eau pourrait engendrer des économies de l'ordre de 20 % à 35 %, selon que l'énergie déplacée soit du mazout ou de l'électricité.
 - Une conduite de gaz naturel représente pour les communautés, une infrastructure structurante, en réduisant la dispersion de l'activité industrielle à l'intérieur d'une trame urbaine;
 - Une conduite de gaz naturel favorise par ailleurs une amélioration des aménagements à l'intérieur des aires industrielles et des interfaces urbaines en périphérie, notamment en réduisant la circulation lourde à l'intérieur des zones résidentielles;
 - La municipalité de St-Marc-des-Carières perçoit des redevances de Graymont Portneuf pour chaque tonne de pierres prélevées. En 2015, c'est près de 250 000 \$ que cette redevance a rapporté à la municipalité. De ce montant, une bonne partie provient de la consommation régionale, d'autant plus que l'un des clients est Construction Pavage Portneuf. En plus d'une source de financement pour la municipalité, les redevances sont aussi un facteur de justification à la consolidation des entreprises.
 - Il y a deux ans, le parc industriel de St-Marc-des-Carières s'est agrandi d'un million de pieds carrés (pi²) portant sa superficie à 3 M pi². Le taux d'occupation ne cesse de croître au point que la municipalité envisage d'accroître de nouveau son parc industriel de 1,5 M pi². Toutefois, cette croissance est liée à la pénétration du gaz naturel. En effet, dans les environs, trois autres municipalités offrent un accès au gaz naturel, soit les municipalités de Donnacona, Portneuf et Deschambault. Le parc industriel de la municipalité de St-Raymond-de-Portneuf sera également desservi par le gaz naturel prochainement. Ainsi, quatre municipalités environnantes offrent ou offriront l'accès au gaz naturel. Ainsi, le gaz naturel est essentiel au développement et à la consolidation des entreprises à St-Marc-des-Carières, c'est un élément de marketing et un avantage comparatif, mais pour les entreprises c'est un facteur de localisation et de développement.
 - La desserte de Portneuf est un moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec. En effet, le gaz naturel déplacerait d'autres sources d'énergie plus polluantes telles que l'huile lourde, le mazout ou le propane. Elle déplacerait également une source d'énergie moins polluante, l'électricité, auprès de huit clients. Néanmoins cette comptabilité négative, les émissions évitées de GES seraient de 1 700 tonnes par année (Gaz Métro, 2016).

Conclusion

Les objectifs de cette étude étaient de documenter les dépenses découlant du projet de desserte au gaz naturel dans la MRC de Portneuf.

Ces objectifs ont été atteints à la suite d'une cueillette d'information minutieuse qui s'est traduite par la création d'une banque de données relative aux dépenses d'investissement en matière de construction de la desserte ainsi que d'achat et d'installation des équipements par les futurs clients. À ces dépenses d'investissement, les dépenses d'exploitation ont également été recueillies. Dans tous les cas, le modèle intersectoriel de l'ISQ fut utilisé pour estimer les retombées économiques à l'échelle du Québec.

À l'échelle québécoise, les dépenses d'investissement totalisent 13,0 M\$. De cette somme, les dépenses en construction de la desserte représentent 83 % et les dépenses en équipement servant de mise à niveau au gaz naturel constituent le 17 % restant. La propagation de ces dépenses dans l'économie du Québec a permis l'augmentation de la valeur ajoutée de 10,9 M\$, dont près de 48 % (5,2 M\$) serviront à rémunérer les 120,9 emplois à temps complet (ETC). À ces indicateurs, s'ajoutent les recettes fiscales et parafiscales perçues par les deux paliers gouvernementaux. En effet, les gouvernements du Québec et du Canada bénéficieront des futurs déboursés du projet en percevant 1,7 M\$ et 0,6 M\$ respectivement. Le contenu québécois des dépenses découlant des dépenses d'investissement est de 73 %.

Quant aux dépenses d'exploitation, elles s'élèvent à 12,3 k\$. Par contre, les dépenses d'exploitation se caractérisent par des impacts récurrents. À ces impacts permanents, précisons que d'autres impacts sont à prendre en considération découlant des effets d'entraînement du projet qui se présentent sous la forme qualitative ou quantitative.

Au plan qualitatif, les premiers impacts recensés sont les économies d'énergie suivies de gains de productivité par l'achat et l'installation d'équipements plus efficaces tout en contribuant à consolider les entreprises existantes, converties au gaz naturel, ainsi que quelques milliers d'emplois. Les communautés seront également des bénéficiaires de cette nouvelle desserte. Elles enregistrent des recettes foncières accrues. Les travailleurs régionaux des entreprises converties au gaz naturel concourent au maintien de la valeur du rôle d'évaluation des propriétés. De plus, le gaz naturel serait un catalyseur à l'expansion des entreprises existantes, voire même à l'implantation de nouvelles entreprises. Le projet permettrait également d'éviter des émissions de GES de l'ordre de 1 700 tonnes.

Le projet de desserte de gaz naturel est donc une infrastructure structurante pour le développement économique régional et plus particulièrement pour le développement régional l'axe St-Marc-des-Carières – Deschambault-Grondines.

Références

- Deloitte, 2014. Étude de retombées économiques de la desserte au gaz naturel, Lévis – St-Damien, MRC de Bellechasse, rapport présenté à la Coalition du gaz naturel Bellechasse, octobre 2014, 43p.
- Gaz Métro, 2016. Informations transmises à Deloitte inc. par courriel en date du 22 janvier 2016.
- MRNF, 2006. Stratégie énergétique du Québec 2006-2015, Briller parmi les meilleurs, ministère Ressources naturelles et de la Faune⁵, gouvernement du Québec, 119 p. En ligne : <http://www.mern.gouv.qc.ca/publications/energie/strategie/strategie-energetique-2006-2015.pdf>
- ONE, 2013. Avenir énergétique du Canada 2013 — Offre et demande énergétiques à l'horizon 2035 Évaluation du marché de l'Énergie, novembre 2013, 94 p. En ligne : <http://www.neb-one.gc.ca/nrg/ntgrtd/ftir/2013/2013nrgftir-fra.pdf>
- ISQ, 2016. Étude d'impact économique pour le Québec des dépenses d'investissement (construction et équipement) et des dépenses d'exploitation d'une desserte de gaz naturel entre le poste Deschambault et St-Marc-des-Carières - Deschambault-Grondines
- Statistique Canada et ISQ, 2011. Profil des régions et des MRC, Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches. En ligne : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/region_00/region_00.htm
- TDDC, 2014. Rapport d'investissement du développement durable - Aval du gaz naturel et Analyse d'investissement du développement durable, Technologies du développement durable Canada, gouvernement du Canada, 53p.

⁵ En 2014, le MRNF est devenu le MERN, soit le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.



Annexe A : Acronymes et lexique

Acronymes

| | |
|--------|--|
| APGQ : | Association pétrolière et gazière du Québec |
| ETC : | Emplois (équivalents) à temps complet |
| GE : | Grandes entreprises |
| GES : | Émissions de gaz à effet de serre |
| MER : | Multiplicateur économique régional |
| PIB : | Produit intérieur brut |
| PME : | Petites et moyennes entreprises |
| PRI : | Période de retour sur l'investissement |
| ISQ : | Institut de la statistique du Québec |
| ONE : | Office national de l'Énergie |
| TDDC : | Technologies du développement durable Canada |

Lexique

Autres revenus : Les autres revenus, avant impôts, se réfèrent à un concept de production intérieure brute (PIB). Ils regroupent le revenu net des entreprises non individuelles, les intérêts et les autres frais tels que les charges patronales, les bénéfices marginaux, les taxes municipales et scolaires, etc.

Création d'emplois : C'est une expression qui regroupe la somme des emplois créés par le projet. Elle représente la charge de travail utilisée par les différents secteurs de l'économie régionale. L'unité de mesure est l'emploi à temps complet (ETC) qui se définit par le nombre d'heures normalement travaillées par une personne pendant un an.

Effets directs : Ce sont les effets directement attribuables aux dépenses ainsi que celles encourues par les premiers fournisseurs. Dans le cas présent, il s'agit des emplois directement reliés aux dépenses du projet et de la masse salariale s'y rattachant ainsi que de la contribution de l'employeur aux différents services publics.

Effets indirects : Ce sont les effets résultant de la demande de biens et services engendrée par le projet dans d'autres secteurs d'activités économiques, comme la demande de biens intermédiaires nécessaires à la construction d'une desserte. En fait, ils sont composés de la valeur ajoutée des autres fournisseurs (par opposition aux premiers fournisseurs) et de l'effet de retour du PIB sur les fournisseurs régionaux.

Effets induits : Ce sont les effets multiplicateurs générés par le projet. Un projet donne lieu à un accroissement de revenus (les effets directs et indirects) et une partie de ces revenus est réinjectée dans l'économie sous forme de nouvelles dépenses en biens et services (dépenses de consommation). Ces nouvelles dépenses deviendront, en partie, des revenus pour d'autres agents économiques qui en utiliseront, à leur tour, une fraction pour de nouvelles dépenses et ainsi de suite. Les effets induits proviennent des dépenses effectuées par les personnes qui ont des emplois découlant du projet et qui correspondent aux effets direct ou indirect.

Effets primaires : Les effets primaires sont la somme des effets directs et indirects.

Effets secondaires : Les effets secondaires et les effets induits sont deux expressions équivalentes.

Emploi à temps complet : C'est une unité de mesure correspondant à la charge de travail. Un emploi à temps complet (ETC) est l'équivalent d'une année-personne. Il représente l'embauche d'une personne travaillant à temps plein pendant toute une année. Par exemple, trois employés saisonniers travaillant chacun quatre mois comptent pour un seul ETC.

Flux financier : Un flux financier est un intrant à l'évaluation des retombées économiques. Il est synonyme d'injection initiale. Le flux financier est souvent représenté par un vecteur constitué de plusieurs éléments ou parfois par un scalaire, un seul élément. Chacun des éléments se rapporte aux dépenses réellement encourues et associées à une période de référence identique.



Fuites : Les fuites sont la somme des importations et des fuites interrégionales. Elles font référence à l'embauche de la main-d'œuvre ou à des achats de biens et services qui sont réalisés à l'extérieur de la zone d'étude et qui profiteront à des salariés ou des entreprises situés à l'extérieur de cette même zone.

Fuites interrégionales : Une composante des fuites, voir définition de « fuites ».

Importations : Une composante des fuites, voir définition de « fuites ».

Masse salariale : La masse salariale correspond à la rémunération brute des salariés, c'est-à-dire avant toute déduction (impôt sur le revenu des particuliers, taxes de vente, etc.).

Taux d'emplois par M\$: C'est un indicateur de performance. Il mesure l'impact du projet en matière d'emplois par tranche de 1 M\$ de l'injection initiale. Il prend la forme de « X » emplois par M\$ injecté.

Valeur ajoutée : La valeur ajoutée représente une mesure de la valeur de la production intérieure brute (PIB) de l'économie régionale. Il est composé des salaires et traitements, avant impôts, des particuliers, du revenu net des entreprises individuelles et des autres revenus bruts (dont la charge patronale et le revenu net des entreprises non individuelles).



Annexe B : Retombées économiques des dépenses de construction et d'équipement réparties selon les effets directs, indirects et induits

Tableau B1 : Retombées économiques au Québec des dépenses de construction réparties selon les effets directs, indirects et induits

| Indicateurs | Effets | | | Totaux ^A |
|---------------------------------------|---------------|----------|---------|---------------------|
| | Direct | Indirect | Induit | |
| Main-d'œuvre | En ETC | | | |
| En ETC | 3,0 | 74,5 | 21,0 | 98,5 |
| En % | 3 % | 75 % | 22 % | 100 % |
| | En k\$ | | | |
| Valeur ajoutée | 691,0 | 7 084,0 | 1 273,8 | 9 048,8 |
| Salaires et traitements | 185,0 | 3 659,0 | 487,4 | 4 331,4 |
| Autres revenus | 506,0 | 3 425,0 | 786,4 | 4 717,4 |
| Revenus fiscaux et parafiscaux | 79,0 | 1 464,0 | 420,2 | 1 963,1 |
| Québec | 60,0 | 1 085,0 | 302,4 | 1 447,4 |
| Canada | 19,0 | 379,0 | 117,8 | 515,8 |
| Valeur des importations | 816,5 | 2 110,5 | 803,0 | 3 730,0 |
| Indicateur de performance | | | | |
| Contenu québécois, % | -- | -- | -- | 73 % |
| Taux d'emplois/M\$ | -- | -- | -- | 7,5 |

Note (A) : En raison des arrondissements, le total ou les sous-totaux peuvent différer de la somme de ses composantes.

Tableau B2 : Retombées économiques au Québec des dépenses d'équipement réparties selon les effets directs, indirects et induits

| Indicateurs | Effets | | | TotauxA |
|---------------------------------------|---------------|----------|--------|---------|
| | Direct | Indirect | Induit | |
| Main-d'œuvre | En ETC | | | |
| En ETC | 12,0 | 5,8 | 4,6 | 22,4 |
| En % | 54 % | 26 % | 20 % | 100 % |
| | En k\$ | | | |
| Valeur ajoutée | 1 065,0 | 515,0 | 279,7 | 1 860,3 |
| Salaires et traitements | 557,0 | 261,6 | 107,0 | 925,6 |
| Autres revenus | 508,6 | 253,4 | 172,7 | 934,7 |
| Revenus fiscaux et parafiscaux | 207,0 | 109,0 | 92,3 | 408,3 |
| Québec | 153,2 | 78,9 | 66,4 | 298,5 |
| Canada | 53,8 | 30,1 | 25,9 | 109,8 |
| Valeur des importations | 40,9 | 584,7 | 176,3 | 801,9 |
| Indicateur de performance | | | | |
| Contenu québécois, % | -- | -- | -- | 72 % |
| Taux d'emplois/M\$ | -- | -- | -- | 8,2 |

Note (A) : En raison des arrondissements, le total ou les sous-totaux peuvent différer de la somme de ses composantes.

Projet St-Marc-des-Carières
(En dollars)



| Paramètres 2017-2018 | |
|---|----------------------------------|
| Amortissement comptable - Conduites | 45,2 ans |
| Amortissement comptable - Branchements | 21,0 ans |
| Amortissement fiscal - Conduites | 6,0% |
| Amortissement fiscal - Branchements | 6,0% |
| Frais à l'Union des municipalités | 0,0% |
| Frais généraux | 4,09% |
| Taxe sur les services publics | 1,5% |
| Taux de redevance à la Régie de l'énergie (\$/10 ^m) | 0,56749 |
| Taux de redevance à la Régie du bâtiment (\$/10 ^m) | 0,46200 |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 1 | 26,73% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 2 | 26,63% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 3 | 26,53% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 4 et + | 26,50% |
| Coût d'opération statutaire | Selon grille des coûts marginaux |
| Coût de la dette | 2,970% |
| Coût de l'équité (ord. + priv.) | 8,311% |
| Proportion de dette | 54,0% |
| Proportion d'équité (ord. + priv.) | 46,0% |
| Coût en capital prospectif pondéré | 5,43% |
| Coût en capital prospectif pondéré après impôt | 5,01% |

| Grille des coûts marginaux statutaires 2017-2018 | | | |
|--|----------|---------------|-----------|
| | Année 1 | Années 2 et + | Conduites |
| Résidentiel | | | |
| Extension de réseau | 135,26 | 72,90 | 0,59 \$/m |
| Ajout de charge | 56,55 | 0,00 | 0,00 \$/m |
| CI | | | |
| Extension de réseau | 338,76 | 189,84 | 0,59 \$/m |
| Ajout de charge | 90,21 | 0,00 | 0,00 \$/m |
| VGE | | | |
| Extension de réseau | 1 644,53 | 1 780,86 | 0,59 \$/m |
| Ajout de charge | 62,79 | 9,31 | 0,00 \$/m |

Section 1 - Intrants

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|--|------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1.1 Clients - Volumes de vente - Tarifs - Revenus | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de clients | 17 | 27 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume de vente en m ³ | 806 880 | 1 511 880 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Taux de distribution (en ¢ par m ³) | 17,1472 | 13,2340 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution | 138 357 | 200 082 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| 1.2 Coûts d'investissement (capitalisables) | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduite - Base | 8 466 114 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites - Total | 8 466 114 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 273 047 | 141 567 | 70 595 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 19 702 | 12 533 | 6 201 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Total | 292 749 | 154 100 | 76 796 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) incluant ses frais généraux | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais Union des municipalités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux | 358 395 | 6 305 | 3 142 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9 122 368 | 160 405 | 79 938 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 65 520 | 76 460 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions raccordement réseau | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | -7 055 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Investissement | 2 467 332 | 225 925 | 156 398 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.3 Coûts d'opération | | | | | | | | | | | | |
| Type de client | CI | CI | CI | CI | CI | CI | CI | CI | CI | CI | CI | CI |
| Type de projet | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension | Extension |
| Nombre de mètres de conduite | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 | 14 503 |
| Coûts d'opération statutaires selon la grille | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Coûts d'opération spécifiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Coûts d'opération | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |

Section 2 - Grille de calcul

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 2.1 Coût de service | | | | | | | | | | | | |
| Coûts d'opération | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Taxe sur les services publics | 31 174 | 33 755 | 34 163 | 33 108 | 32 053 | 30 998 | 29 943 | 28 887 | 27 832 | 26 777 | 25 722 | 24 667 |
| Redevances | 831 | 1 556 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Amortissement des immobilisations | 49 520 | 64 787 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 | 70 349 |
| Impôts | 22 227 | 4 473 | 6 587 | 7 512 | 9 127 | 10 586 | 11 901 | 13 078 | 14 126 | 15 053 | 15 912 | 16 761 |
| Rendement | 113 377 | 122 952 | 125 565 | 122 039 | 118 219 | 114 399 | 110 579 | 106 759 | 102 940 | 99 120 | 95 299 | 91 479 |
| Total - Coût de service | 231 444 | 242 695 | 253 972 | 249 423 | 246 163 | 242 747 | 239 186 | 235 488 | 231 661 | 227 713 | 223 765 | 219 817 |
| 2.2 Base de tarification | | | | | | | | | | | | |
| Diminution de l'équité réglementaire | -9 476 | -81 119 | -22 130 | 29 864 | 32 361 | 32 361 | 32 361 | 32 361 | 32 361 | 32 361 | 30 854 | 27 588 |
| Remboursement de la dette réglementaire | -11 124 | -95 227 | -25 979 | 35 058 | 37 989 | 37 989 | 37 989 | 37 989 | 37 989 | 37 989 | 36 220 | 32 386 |
| Équité | 950 989 | 960 465 | 1 041 585 | 1 033 851 | 1 001 490 | 969 129 | 936 769 | 904 408 | 872 048 | 839 687 | 808 833 | 781 245 |
| Dette | 1 116 379 | 1 127 503 | 1 222 730 | 1 248 708 | 1 213 651 | 1 137 674 | 1 099 685 | 1 061 697 | 1 023 708 | 985 719 | 949 500 | 917 114 |
| Total - Base de tarification moyenne | 2 067 368 | 2 087 968 | 2 264 314 | 2 312 423 | 2 247 502 | 2 177 152 | 2 106 803 | 2 036 454 | 1 966 105 | 1 895 756 | 1 825 406 | 1 758 333 |
| 2.3 Amortissement comptable et fiscal | | | | | | | | | | | | |
| Additions après répartition des frais UMO, des frais généraux et des contributions/subventions | | | | | | | | | | | | |
| Répartition UMO - Conduite | 96,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition UMO - Branchement | 3,1% | 100,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Conduite | 96,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Branchement | 3,3% | 100,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Contributions/subventions - Conduite | 94,18% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% |
| Répartition Contributions/subventions - Branchement | 5,82% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% |
| Frais de conduites - Total | 2 168 478 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Total | 134 124 | 160 405 | 79 938 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 159 620 | 65 520 | 76 460 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 467 332 | 2 067 368 | 225 925 | 156 398 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissement comptable | | | | | | | | | | | | |
| Amort. - Frais de conduites - Total | 45,2 ans | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 |
| Amort. - Frais de branchements - Total | 21,0 ans | 5 047 | -2 575 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 |
| Amort. - PRC 10 ans | 10,0 ans | -6 552 | -14 198 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 |
| | | -49 520 | -64 787 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 |
| Immobilisations nettes comptables | | 2 067 368 | 2 243 774 | 2 335 385 | 2 282 676 | 2 212 327 | 2 141 978 | 2 071 629 | 2 001 279 | 1 930 930 | 1 860 581 | 1 790 232 |
| Immobilisations nettes finales pour calcul de la TSP | | | 2 078 337 | 2 250 337 | 2 207 217 | 2 136 868 | 2 066 519 | 1 996 169 | 1 925 820 | 1 855 471 | 1 785 122 | 1 721 324 |
| FNACC - Frais de conduites - Total | | 2 168 478 | 2 103 423 | 1 977 218 | 1 858 585 | 1 747 070 | 1 642 246 | 1 543 711 | 1 451 088 | 1 364 023 | 1 282 181 | 1 205 251 |
| FNACC - Frais de branchements - Total | | -106 219 | -103 033 | 58 742 | 132 758 | 124 793 | 117 305 | 110 267 | 103 651 | 97 432 | 91 586 | 86 091 |
| | | 2 062 258 | 2 000 390 | 2 035 960 | 1 991 343 | 1 871 862 | 1 759 551 | 1 653 978 | 1 554 739 | 1 461 455 | 1 373 767 | 1 291 341 |
| Amortissement fiscal | | | | | | | | | | | | |
| Amort. fiscal - Frais de conduites - Total | 6,0% | -65 054 | -126 205 | -118 633 | -111 515 | -104 824 | -98 535 | -92 623 | -87 065 | -81 841 | -76 931 | -72 315 |
| Amort. fiscal - Frais de branchements - Total | 6,0% | 3 187 | 1 370 | -5 923 | -7 965 | -7 488 | -7 038 | -6 616 | -6 219 | -5 846 | -5 495 | -5 165 |
| Amort. fiscal - PRC 10 ans | 10,0 ans | -6 552 | -14 198 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 |
| | | -68 420 | -139 034 | -140 518 | -135 443 | -128 274 | -121 535 | -115 201 | -109 246 | -103 649 | -98 388 | -93 442 |
| 2.4 Impôts | | | | | | | | | | | | |
| Bénéfice net théorique comptable | | 79 828 | 86 570 | 88 410 | 85 928 | 83 238 | 80 548 | 77 859 | 75 169 | 72 479 | 69 790 | 67 225 |
| Dépréciation comptable | | -49 520 | -64 787 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 | -70 349 |
| Dépréciation fiscale | | -68 420 | -139 034 | -140 518 | -135 443 | -128 274 | -121 535 | -115 201 | -109 246 | -103 649 | -98 388 | -93 442 |
| Taux d'impôt | | 26,73% | 26,63% | 26,53% | 26,50% | 26,50% | 26,50% | 26,50% | 26,50% | 26,50% | 26,50% | 26,50% |
| 1 - taux d'impôt | | 73,27% | 73,37% | 73,47% | 73,50% | 73,50% | 73,50% | 73,50% | 73,50% | 73,50% | 73,50% | 73,50% |
| Impôts (gross up) | | 22 227 | 4 473 | 6 587 | 7 512 | 9 127 | 10 586 | 11 901 | 13 078 | 14 126 | 15 053 | 15 912 |
| Impôts sans dette | | 6 313 | 2 814 | 4 850 | 6 706 | 8 885 | 10 950 | 12 909 | 14 766 | 16 529 | 18 203 | 19 877 |
| 2.5 TRI - Contribution tarifaire - Point mort tarifaire | | | | | | | | | | | | |
| Investissement | | -2 067 368 | -225 925 | -156 398 | -17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Revenu | | 138 357 | 200 082 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| OPEX, taxes foncières et redevances | | -46 320 | -50 483 | -51 471</ | | | | | | | | |

Projet St-Marc-des-Carières
(En dollars)

| Paramètres 2017-2018 | |
|---|----------------------------------|
| Amortissement comptable - Conduites | 45,2 an |
| Amortissement comptable - Branchements | 21,0 an |
| Amortissement fiscal - Conduites | 6,0% |
| Amortissement fiscal - Branchements | 6,0% |
| Frais à l'Union des municipalités | 0,0% |
| Frais généraux | 4,09% |
| Taxe sur les services publics | 1,5% |
| Taux de redevance à la Régie de l'énergie (\$/10 ^m) | 0,56749 |
| Taux de redevance à la Régie du bâtiment (\$/10 ^m) | 0,46200 |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 1 | 26,73% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 2 | 26,63% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 3 | 26,53% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 4 et + | 26,50% |
| Coût d'opération statutaire | Selon grille des coûts marginaux |
| Coût de la dette | 2,970% |
| Coût de l'équité (ord. + priv.) | 8,311% |
| Proportion de dette | 54,0% |
| Proportion d'équité (ord. + priv.) | 46,0% |
| Coût en capital prospectif pondéré | 5,43% |
| Coût en capital prospectif pondéré après impôt | 5,01% |

Section 1 - Intrants

| | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
|--|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1.1 Clients - Volumes de vente - Tarifs - Revenus | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 |
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume de vente en m ³ | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Taux de distribution (en \$ par m ³) | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| 1.2 Coûts d'investissement (capitalisables) | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 |
| Frais de conduite - Base | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduites - Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) incluant ses frais généraux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais Union des municipalités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions raccordement réseau | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Investissement | 2 467 332 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.3 Coûts d'opération | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 |
| Type de client | CII | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Type de projet | Extension | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre de mètres de conduite | 14 503 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Coûts d'opération statutaires selon la grille | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Coûts d'opération spécifiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Coûts d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |

Section 2 - Grille de calcul

| | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| 2.1 Coût de service | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 |
| Coûts d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Taxe sur les services publics | 24 162 | 23 346 | 22 530 | 21 714 | 20 899 | 20 083 | 19 267 | 18 451 | 17 635 | 16 747 | 15 965 | 15 242 | 14 522 | 13 802 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Amortissement des immobilisations | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 54 387 | 52 000 | 52 166 | 48 191 | 48 014 | 48 014 |
| Impôts | 17 575 | 18 306 | 18 948 | 19 507 | 19 988 | 20 394 | 20 732 | 21 004 | 21 214 | 23 069 | 20 615 | 19 287 | 19 310 | 19 353 |
| Rendement | 89 220 | 86 267 | 83 313 | 80 360 | 77 407 | 74 454 | 71 500 | 68 547 | 65 594 | 62 510 | 59 486 | 56 762 | 54 150 | 51 543 |
| Total - Coût de service | 201 758 | 198 720 | 195 593 | 192 383 | 189 095 | 185 732 | 182 300 | 178 803 | 175 245 | 177 941 | 164 647 | 155 896 | 152 411 | 149 126 |
| 2.2 Base de tarification | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 |
| Diminution de l'équité réglementaire | 25 424 | 25 018 | 25 018 | 25 018 | 25 018 | 25 018 | 25 018 | 25 018 | 25 018 | 26 125 | 25 614 | 23 082 | 22 127 | 22 087 |
| Remboursement de la dette réglementaire | 29 845 | 29 369 | 29 369 | 29 369 | 29 369 | 29 369 | 29 369 | 29 369 | 29 369 | 30 668 | 30 069 | 27 096 | 25 975 | 25 928 |
| Équité | 755 821 | 730 803 | 705 785 | 680 767 | 655 749 | 630 731 | 605 713 | 580 694 | 555 676 | 529 551 | 503 937 | 480 855 | 458 728 | 436 641 |
| Dette | 887 268 | 857 899 | 828 530 | 799 161 | 769 792 | 740 423 | 711 054 | 681 685 | 652 316 | 621 647 | 591 578 | 564 482 | 538 506 | 512 579 |
| Total - Base de tarification moyenne | 1 643 090 | 1 588 702 | 1 534 315 | 1 479 928 | 1 425 541 | 1 371 154 | 1 316 766 | 1 262 379 | 1 207 992 | 1 151 198 | 1 095 515 | 1 045 337 | 997 234 | 949 220 |
| 2.3 Amortissement comptable et fiscal | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | 2044 |
| Additions après répartition des frais UMQ, des frais généraux et des contributions/subvention | | | | | | | | | | | | | | |
| Répartition UMQ - Conduite | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition UMQ - Branchement | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Conduite | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Branchement | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Contributions/subventions - Conduite | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% |
| Répartition Contributions/subventions - Branchement | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% |
| Total | 2 168 478 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites - Total | 134 124 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Total | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 159 620 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 2 467 332 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissement comptable | | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. - Frais de conduites - Total | 45,2 ans | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 |
| Amort. - Frais de branchements - Total | 21,0 ans | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -6 373 | -11 185 | -4 152 | -176 | 0 | 0 |
| Amort. - PRC 10 ans | 10,0 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | -54 387 | -54 387 | -54 387 | -54 387 | -54 387 | -54 387 | -54 387 | -54 387 | -59 200 | -52 166 | -48 191 | -48 014 | -48 014 |
| Immobilisations nettes comptables | | 1 615 896 | 1 561 509 | 1 507 122 | 1 452 734 | 1 398 347 | 1 343 960 | 1 289 573 | 1 235 186 | 1 180 798 | 1 121 598 | 1 069 432 | 1 021 241 | 973 227 |
| Immobilisations nettes finales pour calcul de la TSP | | 1 610 786 | 1 556 399 | 1 502 012 | 1 447 624 | 1 393 237 | 1 338 850 | 1 284 463 | 1 230 076 | 1 175 688 | 1 116 488 | 1 064 322 | 1 016 131 | 968 117 |
| FNACC - Frais de conduites - Total | 1 001 062 | 940 998 | 884 538 | 831 466 | 781 578 | 734 683 | 690 602 | 649 166 | 610 216 | 573 603 | 539 187 | 506 836 | 476 426 | 447 840 |
| FNACC - Frais de branchements - Total | 71 506 | 67 215 | 63 182 | 59 391 | 55 828 | 52 478 | 49 329 | 46 370 | 43 588 | 40 972 | 38 514 | 36 203 | 34 031 | 31 989 |
| | 1 072 567 | 1 008 213 | 947 721 | 890 857 | 837 406 | 787 162 | 739 932 | 695 536 | 653 804 | 614 576 | 577 701 | 543 039 | 510 457 | 479 829 |
| Amortissement fiscal | | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. fiscal - Frais de conduites - Total | 6,0% | -63 898 | -60 064 | -56 460 | -53 072 | -49 888 | -46 895 | -44 081 | -41 436 | -38 950 | -36 613 | -34 416 | -32 351 | -30 410 |
| Amort. fiscal - Frais de branchements - Total | 6,0% | -4 564 | -4 290 | -4 033 | -3 791 | | | | | | | | | |

Projet St-Marc-des-Carières
(En dollars)

| Paramètres 2017-2018 | |
|---|----------------------------------|
| Amortissement comptable - Conduites | 45,2 an |
| Amortissement comptable - Branchements | 21,0 an |
| Amortissement fiscal - Conduites | 6,0% |
| Amortissement fiscal - Branchements | 6,0% |
| Frais à l'Union des municipalités | 0,0% |
| Frais généraux | 4,09% |
| Taxe sur les services publics | 1,5% |
| Taux de redevance à la Régie de l'énergie (\$/10 ^m) | 0,56749 |
| Taux de redevance à la Régie du bâtiment (\$/10 ^m) | 0,46200 |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 1 | 26,73% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 2 | 26,63% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 3 | 26,53% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 4 et + | 26,50% |
| Coût d'opération statutaire | Selon grille des coûts marginaux |
| Coût de la dette | 2,970% |
| Coût de l'équité (ord. + priv.) | 8,311% |
| Proportion de dette | 54,0% |
| Proportion d'équité (ord. + priv.) | 46,0% |
| Coût en capital prospectif pondéré | 5,43% |
| Coût en capital prospectif pondéré après impôt | 5,01% |

Section 1 - Intrants

| | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 |
|--|------------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1.1 Clients - Volumes de vente - Tarifs - Revenus | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | 2051 | 2052 | 2053 | 2054 | 2055 | 2056 | 2057 | 2058 |
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume de vente en m ³ | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Taux de distribution (en \$ par m ³) | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| 1.2 Coûts d'investissement (capitalisables) | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | 2051 | 2052 | 2053 | 2054 | 2055 | 2056 | 2057 | 2058 |
| Frais de conduite - Base | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduites - Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) incluant ses frais généraux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais Union des municipalités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions raccordement réseau | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Investissement | 2 467 332 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.3 Coûts d'opération | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | 2051 | 2052 | 2053 | 2054 | 2055 | 2056 | 2057 | 2058 |
| Type de client | CII | Nombre des client | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Type de projet | Extension | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Nombre de mètres de conduite | 14 503 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Coûts d'opération statutaires selon la grille | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Coûts d'opération spécifiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Coûts d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |

Section 2 - Grille de calcul

| | 27 | 28 | 29 | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 |
|--|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| 2.1 Coût de service | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | 2051 | 2052 | 2053 | 2054 | 2055 | 2056 | 2057 | 2058 |
| Coûts d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Taxe sur les services publics | 13 081 | 12 361 | 11 641 | 10 921 | 10 200 | 9 480 | 8 760 | 8 040 | 7 320 | 6 599 | 5 879 | 5 159 | 4 439 | 3 719 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Amortissement des immobilisations | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 | 48 014 |
| Impôts | 19 354 | 19 315 | 19 239 | 19 127 | 18 982 | 18 807 | 18 602 | 18 370 | 18 112 | 17 830 | 17 525 | 17 198 | 16 852 | 16 486 |
| Rendement | 48 935 | 46 328 | 43 721 | 41 114 | 38 507 | 35 900 | 33 292 | 30 685 | 28 078 | 25 471 | 22 864 | 20 256 | 17 649 | 15 042 |
| Total - Coût de service | 145 799 | 142 433 | 139 029 | 135 590 | 132 118 | 128 615 | 125 083 | 121 523 | 117 938 | 114 328 | 110 696 | 107 042 | 103 368 | 99 676 |
| 2.2 Base de tarification | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | 2051 | 2052 | 2053 | 2054 | 2055 | 2056 | 2057 | 2058 |
| Diminution de l'équité réglementaire | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 | 22 087 |
| Remboursement de la dette réglementaire | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 | 25 928 |
| Équité | 414 554 | 392 468 | 370 381 | 348 294 | 326 208 | 304 121 | 282 035 | 259 948 | 237 861 | 215 775 | 193 688 | 171 601 | 149 515 | 127 428 |
| Dette | 486 651 | 460 723 | 434 795 | 408 867 | 382 940 | 357 012 | 331 084 | 305 156 | 279 228 | 253 301 | 227 373 | 201 445 | 175 517 | 149 589 |
| Total - Base de tarification moyenne | 901 205 | 853 191 | 805 176 | 757 162 | 709 147 | 661 133 | 613 119 | 565 104 | 517 090 | 469 075 | 421 061 | 373 046 | 325 032 | 277 018 |
| 2.3 Amortissement comptable et fiscal | 2045 | 2046 | 2047 | 2048 | 2049 | 2050 | 2051 | 2052 | 2053 | 2054 | 2055 | 2056 | 2057 | 2058 |
| Additions après répartition des frais UMQ, des frais généraux et des contributions/subvention | | | | | | | | | | | | | | |
| Répartition UMQ - Conduite | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition UMQ - Branchement | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Conduite | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Branchement | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Contributions/subventions - Conduite | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% |
| Répartition Contributions/subventions - Branchement | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% |
| Total | 2 168 478 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites - Total | 134 124 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Total | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 159 620 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 2 467 332 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissement comptable | | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. - Frais de conduites - Total | 45,2 ans | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 | -48 014 |
| Amort. - Frais de branchements - Total | 21,0 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amort. - PRC 10 ans | 10,0 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations nettes comptables | 877 198 | 829 184 | 781 169 | 733 155 | 685 140 | 637 126 | 589 111 | 541 097 | 493 083 | 445 068 | 397 054 | 349 039 | 301 025 | 253 010 |
| Immobilisations nettes finales pour calcul de la TSP | 872 088 | 824 074 | 776 059 | 728 045 | 680 030 | 632 016 | 584 001 | 535 987 | 487 973 | 439 958 | 391 944 | 343 929 | 295 915 | 247 900 |
| FNACC - Frais de conduites - Total | 420 970 | 395 712 | 371 969 | 349 651 | 328 672 | 308 951 | 290 414 | 272 989 | 256 610 | 241 213 | 226 741 | 213 136 | 200 348 | 188 327 |
| FNACC - Frais de branchements - Total | 30 070 | 28 266 | 26 570 | 24 975 | 23 477 | 22 068 | 20 744 | 19 500 | 18 330 | 17 230 | 16 196 | 15 224 | 14 311 | 13 452 |
| Amortissement fiscal | | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. fiscal - Frais de conduites - Total | 6,0% | -26 870 | -25 258 | -23 743 | -22 318 | -20 979 | -19 720 | -18 537 | -17 425 | -16 379 | -15 397 | -14 473 | -13 604 | -12 788 |
| Amort. fiscal - Frais de branchements - Total | 6,0% | -1 919 | -1 804 | -1 696 | -1 594 | -1 499 | -1 409 | -1 324 | -1 245 | -1 170 | -1 100 | -1 034 | -972 | -913 |
| Amort. fiscal - PRC 10 ans | 10,0 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | -28 790 | -27 062 | -25 439 | -23 912 | -22 478 | -21 129 | -19 861 | -18 670 | -17 549 | -16 496 | -15 507 | -14 576 | -13 702 | -12 880 |
| 2.4 Impôts | 2045 | 2046 | 2047 | | | | | | | | | | | |

Projet St-Marc-des-Carrières
(En dollars)



| Paramètres 2017-2018 | |
|--|----------------------------------|
| Amortissement comptable - Conduites | 45,2 ans |
| Amortissement comptable - Branchements | 21,0 ans |
| Amortissement fiscal - Conduites | 6,0% |
| Amortissement fiscal - Branchements | 6,0% |
| Frais à l'Union des municipalités | 0,0% |
| Frais généraux | 4,09% |
| Taxe sur les services publics | 1,5% |
| Taux de redevance à la Régie de l'énergie (\$/10m ²) | 0,56749 |
| Taux de redevance à la Régie du bâtiment (\$/10m ²) | 0,46200 |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 1 | 26,73% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 2 | 26,63% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 3 | 26,53% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 4 et + | 26,50% |
| Coût d'opération statutaire | Selon grille des coûts marginaux |
| Coût de la dette | 2,970% |
| Coût de l'équité (ord. + priv.) | 8,311% |
| Proportion de dette | 54,0% |
| Proportion d'équité (ord. + priv.) | 46,0% |
| Coût en capital prospectif pondéré | 5,43% |
| Coût en capital prospectif pondéré après impôt | 5,01% |

| Grille des coûts marginaux statutaires 2017-2018 | | | |
|--|----------|---------------|-----------|
| | Année 1 | Années 2 et + | Conduites |
| Résidentiel | | | |
| Extension de réseau | 135,26 | 72,90 | 0,59 \$/m |
| Ajout de charge | 56,55 | 0,00 | 0,00 \$/m |
| CII | | | |
| Extension de réseau | 338,76 | 189,84 | 0,59 \$/m |
| Ajout de charge | 90,21 | 0,00 | 0,00 \$/m |
| VGE | | | |
| Extension de réseau | 1 844,53 | 1 780,86 | 0,59 \$/m |
| Ajout de charge | 62,79 | 9,31 | 0,00 \$/m |

Section 1 - Intrants

| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
|--|----------------|------------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1.1 Clients - Volumes de vente - Tarifs - Revenus | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | |
| Nombre de clients | | 17 | 27 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume de vente en m ² | | 806 880 | 1 511 880 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Taux de distribution (en ¢ par m ²) | | 17,1472 | 13,2340 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution | | 138 357 | 200 082 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| 1.2 Coûts d'investissement (capitalisables) | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Frais de conduite - Base | | 8 466 114 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites - Total | | 8 466 114 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | | 273 047 | 141 567 | 70 595 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | | 19 702 | 12 533 | 6 201 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Total | | 292 749 | 154 100 | 76 796 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) incluant ses frais généraux | | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais Union des municipalités | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux | | 358 395 | 6 305 | 3 142 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 9 122 368 | | 160 405 | 79 938 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | | 65 520 | 76 460 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions raccordement réseau | En moins ... | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | Subv. Initiale | -7 077 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | En moins ... | -22 400 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Investissement | | 2 044 968 | 225 925 | 156 398 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.3 Coûts d'opération | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | |
| Type de client | CII | 17 | 27 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Type de projet | Extension | 0 | 17 | 27 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Nombre de mètres de conduite | 14 503 | 17 | 10 | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coûts d'opération statutaires selon la grille | | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Coûts d'opération spécifiques | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Coûts d'opération | | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |

Section 2 - Grille de calcul

| | | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 |
|---|----------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| 2.1 Coût de service | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | |
| Coûts d'opération | | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Taxe sur les services publics | | 30 846 | 33 435 | 33 851 | 32 804 | 31 757 | 30 709 | 29 662 | 28 615 | 27 567 | 26 520 | 25 571 | 25 571 |
| Redevances | | 831 | 1 556 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Amortissement des immobilisations | | 48 990 | 64 258 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 63 268 |
| Impôts | | 21 971 | 4 454 | 6 547 | 7 453 | 9 050 | 10 494 | 11 793 | 12 957 | 13 993 | 14 909 | 15 758 | 15 758 |
| Rendement | | 112 175 | 121 779 | 124 420 | 120 924 | 117 132 | 113 341 | 109 550 | 105 759 | 101 967 | 98 176 | 94 563 | 94 563 |
| Total - Coût de service | | 229 128 | 240 654 | 251 947 | 247 415 | 244 174 | 240 779 | 237 240 | 233 565 | 229 762 | 225 840 | 215 574 | |
| 2.2 Base de tarification | | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | |
| Diminution de l'équité réglementaire | | -9 598 | -81 363 | -22 373 | 29 621 | 32 117 | 32 117 | 32 117 | 32 117 | 32 117 | 32 117 | 32 117 | 30 610 |
| Remboursement de la dette réglementaire | | -11 267 | -95 513 | -26 264 | 34 772 | 37 703 | 37 703 | 37 703 | 37 703 | 37 703 | 37 703 | 37 703 | 35 934 |
| Équité | | 940 685 | 950 283 | 1 031 646 | 1 054 019 | 1 024 399 | 992 281 | 960 164 | 928 047 | 895 930 | 863 812 | 831 695 | 801 085 |
| Dette | | 1 104 283 | 1 115 550 | 1 211 062 | 1 237 327 | 1 202 555 | 1 164 852 | 1 127 149 | 1 089 446 | 1 051 743 | 1 014 040 | 976 338 | 940 404 |
| Total - Base de tarification moyenne | | 2 044 968 | 2 065 833 | 2 242 708 | 2 291 346 | 2 226 953 | 2 157 133 | 2 087 313 | 2 017 493 | 1 947 673 | 1 877 853 | 1 808 033 | 1 741 488 |
| 2.3 Amortissement comptable et fiscal | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
| Additions après répartition des frais UMQ, des frais généraux et des contributions/subventions | | | | | | | | | | | | | |
| Répartition UMQ - Conduite | | 96,9% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition UMQ - Branchement | | 3,1% | 100,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Conduite | | 96,7% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Frais généraux - Branchement | | 3,3% | 100,0% | 100,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% |
| Répartition Contributions/subventions - Conduite | | 94,18% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% |
| Répartition Contributions/subventions - Branchement | | 5,82% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% |
| Total | | 2 147 382 | 2 044 968 | 2 225 925 | 2 251 947 | 2 157 133 | 2 087 313 | 2 017 493 | 1 947 673 | 1 877 853 | 1 808 033 | 1 741 488 | |
| Frais de conduites - Total | | 2 147 382 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Total | | 132 820 | 160 405 | 79 938 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | | 159 620 | 65 520 | 76 460 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 2 044 968 | | 2 044 968 | 225 925 | 156 398 | 17 640 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Amortissement comptable | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. - Frais de conduites - Total | 45,2 ans | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 |
| Amort. - Frais de branchements - Total | 21,0 ans | 5 109 | -2 513 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 |
| Amort. - PRC 10 ans | 10,0 ans | -6 552 | -14 198 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -15 962 | -9 410 |
| | | -8 990 | -64 258 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -69 820 | -63 268 |
| Immobilisations nettes comptables | | 2 044 968 | 2 221 903 | 2 314 044 | 2 261 863 | 2 192 403 | 2 122 223 | 2 052 403 | 1 982 583 | 1 912 763 | 1 842 943 | 1 773 123 | 1 709 854 |
| Immobilisations nettes finales pour calcul de la TSP | | 2 056 388 | 2 228 995 | 2 256 753 | 2 186 933 | 2 117 113 | 2 047 293 | 1 977 473 | 1 907 653 | 1 837 833 | 1 768 013 | 1 704 744 | |
| FNACC - Frais de conduites - Total | | 2 147 382 | 2 082 961 | 1 957 983 | 1 840 504 | 1 730 074 | 1 626 270 | 1 528 693 | 1 436 972 | 1 350 753 | 1 269 708 | 1 193 526 | 1 121 914 |
| FNACC - Frais de branchements - Total | | -107 524 | -104 298 | -57 553 | -131 640 | -123 741 | -116 317 | -109 338 | -102 778 | -96 611 | -90 814 | -85 365 | -80 244 |
| 2 039 858 | | 1 978 662 | 2 015 536 | 1 972 144 | 1 853 815 | 1 742 586 | 1 638 031 | 1 539 749</ | | | | | |

Projet St-Marc-des-Carières
(En dollars)

| Paramètres 2017-2018 | |
|---|----------------------------------|
| Amortissement comptable - Conduites | 45,2 an |
| Amortissement comptable - Branchements | 21,0 an |
| Amortissement fiscal - Conduites | 6,0% |
| Amortissement fiscal - Branchements | 6,0% |
| Frais à l'Union des municipalités | 0,0% |
| Frais généraux | 4,09% |
| Taxe sur les services publics | 1,5% |
| Taux de redevance à la Régie de l'énergie (\$/10 ^m) | 0,56749 |
| Taux de redevance à la Régie du bâtiment (\$/10 ^m) | 0,46200 |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 1 | 26,73% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 2 | 26,63% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 3 | 26,53% |
| Taux d'imposition (féd. + prov.) - Année 4 + | 26,50% |
| Coût d'opération statutaire | Selon grille des coûts marginaux |
| Coût de la dette | 2,970% |
| Coût de l'équité (ord. + priv.) | 8,311% |
| Proportion de dette | 54,0% |
| Proportion d'équité (ord. + priv.) | 46,0% |
| Coût en capital prospectif pondéré | 5,43% |
| Coût en capital prospectif pondéré après impôt | 5,01% |

Section 1 - Intrants

| | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 |
|--|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 1.1 Clients - Volumes de vente - Tarifs - Revenus | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 |
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume de vente en m ³ | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Taux de distribution (en \$ par m ³) | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| 1.2 Coûts d'investissement (capitalisables) | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 |
| Frais de conduite - Base | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de conduites - Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | | | | | | | | | | | | | | |
| Frais de branchements - Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) incluant ses frais généraux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais Union des municipalités | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions raccordement réseau | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Investissement | 2 444 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 1.3 Coûts d'opération | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 |
| Type de client | CII | | | | | | | | | | | | | |
| Type de projet | Extension | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de mètres de conduite | 14 503 | | | | | | | | | | | | | |
| Coûts d'opération statutaires selon la grille | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Coûts d'opération spécifiques | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total - Coûts d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |

Section 2 - Grille de calcul

| | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|
| 2.1 Coût de service | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | |
| Coûts d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | |
| Taxe sur les services publics | 24 737 | 23 929 | 23 121 | 22 313 | 21 505 | 20 697 | 19 890 | 19 082 | 18 274 | 17 466 | 16 585 | 15 810 | 15 094 | 14 380 | |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | |
| Amortissement des immobilisations | 55 622 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 58 730 | 51 699 | 47 724 | 47 547 | |
| Impôts | 16 599 | 17 404 | 18 129 | 18 765 | 19 319 | 19 794 | 20 531 | 20 801 | 21 009 | 22 884 | 20 428 | 19 100 | 19 100 | 19 122 | |
| Rendement | 91 335 | 88 363 | 85 438 | 82 514 | 79 589 | 76 665 | 73 740 | 70 816 | 67 891 | 64 967 | 61 910 | 58 912 | 56 212 | 53 626 | |
| Total - Coût de service | 204 707 | 199 968 | 196 960 | 193 864 | 190 685 | 187 429 | 184 099 | 180 701 | 177 238 | 173 714 | 176 523 | 163 263 | 154 544 | 151 090 | |
| 2.2 Base de tarification | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | |
| Diminution de l'équité réglementaire | 27 345 | 25 180 | 24 775 | 24 775 | 24 775 | 24 775 | 24 775 | 24 775 | 24 775 | 24 775 | 25 895 | 25 399 | 22 867 | 21 912 | |
| Remboursement de la dette réglementaire | 32 100 | 29 560 | 29 083 | 29 083 | 29 083 | 29 083 | 29 083 | 29 083 | 29 083 | 29 083 | 30 399 | 29 816 | 26 844 | 25 723 | |
| Équité | 773 740 | 748 559 | 723 785 | 699 010 | 674 235 | 649 461 | 624 686 | 599 911 | 575 136 | 550 362 | 524 466 | 499 068 | 476 200 | 454 288 | |
| Dette | 908 303 | 878 744 | 849 660 | 820 577 | 791 494 | 762 410 | 733 327 | 704 243 | 675 160 | 646 077 | 615 678 | 585 862 | 559 018 | 533 295 | |
| Total - Base de tarification moyenne | 1 682 043 | 1 627 303 | 1 573 445 | 1 519 587 | 1 465 729 | 1 411 871 | 1 358 013 | 1 304 154 | 1 250 296 | 1 196 438 | 1 140 144 | 1 084 930 | 1 035 218 | 987 583 | |
| 2.3 Amortissement comptable et fiscal | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 | 2035 | 2036 | 2037 | 2038 | 2039 | 2040 | 2041 | 2042 | 2043 | |
| Additions après répartition des frais UMQ, des frais généraux et des contributions/subventions | | | | | | | | | | | | | | | |
| Répartition UMQ - Conduite | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Répartition UMQ - Branchement | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Répartition Frais généraux - Conduite | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Répartition Frais généraux - Branchement | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | 0,0% | |
| Répartition Contributions/subventions - Conduite | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | 94,2% | |
| Répartition Contributions/subventions - Branchement | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | 5,8% | |
| Total | 2 147 382 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Frais de conduites - Total | 132 820 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Frais de branchements - Total | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Actif non amortissable (terrain) | 159 620 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| PRC - 10 ans | 2 444 932 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| Amortissement comptable | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. - Frais de conduites - Total | 45,2 ans | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | -47 547 | |
| Amort. - Frais de branchements - Total | 21,0 ans | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -6 311 | -11 182 | -4 152 | -176 | 0 | |
| Amort. - PRC 10 ans | 10,0 ans | -1 764 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| | | -55 622 | -53 858 | -53 858 | -53 858 | -53 858 | -53 858 | -53 858 | -53 858 | -53 858 | -58 730 | -51 699 | -47 724 | -47 547 | |
| Immobilisations nettes comptables | | 1 654 232 | 1 600 374 | 1 546 516 | 1 492 658 | 1 438 800 | 1 384 942 | 1 331 083 | 1 277 225 | 1 223 367 | 1 169 509 | 1 110 779 | 1 059 800 | 1 011 356 | 963 809 |
| Immobilisations nettes finales pour calcul de la TSP | | 1 649 122 | 1 595 264 | 1 541 406 | 1 487 548 | 1 433 690 | 1 379 832 | 1 325 973 | 1 272 115 | 1 218 257 | 1 164 399 | 1 105 669 | 1 053 970 | 1 006 246 | 958 699 |
| FNACC - Frais de conduites - Total | 1 054 599 | 991 323 | 931 844 | 875 933 | 823 377 | 773 975 | 727 536 | 683 884 | 642 851 | 604 280 | 568 023 | 533 942 | 501 905 | 471 791 | |
| FNACC - Frais de branchements - Total | 75 429 | 70 903 | 66 649 | 62 650 | 58 891 | 55 358 | 52 036 | 48 914 | 45 979 | 43 220 | 40 627 | 38 190 | 35 898 | 33 744 | |
| | | 1 130 028 | 1 062 227 | 998 493 | 938 583 | 882 332 | 829 332 | 779 572 | 732 798 | 688 830 | 647 500 | 608 650 | 572 131 | 537 803 | |
| Amortissement fiscal | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amort. fiscal - Frais de conduites - Total | 6,0% | -67 315 | -63 276 | -59 479 | -55 911 | -52 556 | -49 403 | -46 438 | -43 652 | -41 033 | -38 571 | -36 257 | -34 081 | -32 037 | |
| Amort. fiscal - Frais de branchements - Total | 6,0% | -4 815 | -4 526 | -4 254 | -3 999 | -3 759 | -3 533 | -3 321 | -3 122 | -2 935 | -2 759 | -2 593 | -2 438 | -2 291 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | |



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | |
|---|------------------------------|------------------------|---|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller |
| | Région | Mauricie | OTP |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | 17-000009 |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif D-2017-094 Coût en capital prospectif après impôt |
| | | | 5,43% 5,01% |

| Total | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
|--|-------------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | | 17 | 27 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m ³ | | 806 880 | 1 511 880 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 8 466 114 | 8 466 114 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 8 466 114 | 8 466 114 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 485 209 | 273 047 | 141 567 | 70 595 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 38 436 | 19 702 | 12 533 | 6 201 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 523 645 | 292 749 | 154 100 | 76 796 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 5 110 | 5 110 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 367 843 | 358 395 | 6 305 | 3 142 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 159 620 | | 65 520 | 76 460 | 17 640 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | (7 077 400) | (7 077 400) | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 2 444 932 | 2 044 968 | 225 925 | 156 398 | 17 640 | 0 |
| Coût d'opération | | | 14 316 | 15 172 | 15 715 | 14 821 |
| Amortissement comptable | | | 48 990 | 64 258 | 69 820 | 69 820 |
| Taxe sur les services publics | | | 30 846 | 33 435 | 33 851 | 32 804 |
| Redevances | | | 831 | 1 556 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | | | 21 971 | 4 454 | 6 547 | 7 453 |
| Rendement | | | 112 175 | 121 779 | 124 420 | 120 924 |
| Revenu requis | | | 229 128 | 240 654 | 251 947 | 247 415 |
| Revenus | | | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux de Distribution (¢/m ³) | | | 17,1472 | 13,2340 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | | | 138 357 | 200 082 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | | | 90 771 | 40 572 | 41 677 | 37 146 |
| | | | 6 | 7 | 8 | 9 |
| Contribution tarifaire annuelle | | | 30 510 | 26 970 | 23 295 | 19 493 |
| | | | | | | 10 |
| | | | | | | 15 571 |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | |
|---|------------------------------|------------------------|---|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller |
| | Région | Mauricie | OTP |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | 17-000009 |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif D-2017-094 Coût en capital prospectif après impôt |
| | | | 5,43% 5,01% |

| | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 | 69 820 |
| Taxe sur les services publics | 31 757 | 30 709 | 29 662 | 28 615 | 27 567 | 26 520 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 9 050 | 10 494 | 11 793 | 12 957 | 13 993 | 14 909 |
| Rendement | 117 132 | 113 341 | 109 550 | 105 759 | 101 967 | 98 176 |
| Revenu requis | 244 174 | 240 779 | 237 240 | 233 565 | 229 762 | 225 840 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | 33 904 | 30 510 | 26 970 | 23 295 | 19 493 | 15 571 |
| | | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
| Contribution tarifaire annuelle | | 5 305 | (5 563) | (10 301) | (13 309) | (16 405) |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | |
|---|------------------------------|------------------------|--|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller |
| | Région | Mauricie | OTP |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | 17-000009 |
| | Nbr de clients potentiels | | Coût en capital prospectif D-2017-094 |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif après impôt |
| | | | 5,43% |
| | | | 5,01% |

| | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 69 820 | 63 268 | 55 622 | 53 858 | 53 858 | 53 858 |
| Taxe sur les services publics | 26 520 | 25 571 | 24 737 | 23 929 | 23 121 | 22 313 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 14 909 | 15 758 | 16 599 | 17 404 | 18 129 | 18 765 |
| Rendement | 98 176 | 94 563 | 91 335 | 88 363 | 85 438 | 82 514 |
| Revenu requis | 225 840 | 215 574 | 204 707 | 199 968 | 196 960 | 193 864 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | 15 571 | 5 305 | (5 563) | (10 301) | (13 309) | (16 405) |

| | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
|---------------------------------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Contribution tarifaire annuelle | (19 584) | (22 841) | (26 170) | (29 569) | (33 031) |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | | |
|---|------------------------------|------------------------|--|-----------|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant | |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller | |
| | Région | Mauricie | OTP | 17-000009 |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | | |
| | Nbr de clients potentiels | | Coût en capital prospectif D-2017-094 | 5,43% |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif après impôt | 5,01% |

| | 15 | 16 | 17 | 18 | 19 | 20 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 | 53 858 |
| Taxe sur les services publics | 22 313 | 21 505 | 20 697 | 19 890 | 19 082 | 18 274 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 18 765 | 19 319 | 19 794 | 20 197 | 20 531 | 20 801 |
| Rendement | 82 514 | 79 589 | 76 665 | 73 740 | 70 816 | 67 891 |
| Revenu requis | 193 864 | 190 685 | 187 429 | 184 099 | 180 701 | 177 238 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | (16 405) | (19 584) | (22 841) | (26 170) | (29 569) | (33 031) |
| | | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 |
| Contribution tarifaire annuelle | | (36 555) | (33 747) | (47 006) | (55 726) | (59 179) |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | |
|---|------------------------------|------------------------|--|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller |
| | Région | Mauricie | OTP |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | 17-000009 |
| | Nbr de clients potentiels | | Coût en capital prospectif D-2017-094 |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif après impôt |
| | | | 5,43% |
| | | | 5,01% |

| | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 53 858 | 53 858 | 58 730 | 51 699 | 47 724 | 47 547 |
| Taxe sur les services publics | 18 274 | 17 466 | 16 585 | 15 810 | 15 094 | 14 380 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 20 801 | 21 009 | 22 884 | 20 428 | 19 100 | 19 122 |
| Rendement | 67 891 | 64 967 | 61 910 | 58 912 | 56 212 | 53 626 |
| Revenu requis | 177 238 | 173 714 | 176 523 | 163 263 | 154 544 | 151 090 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | (33 031) | (36 555) | (33 747) | (47 006) | (55 726) | (59 179) |
| | | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
| Contribution tarifaire annuelle | | (62 432) | (65 726) | (69 060) | (72 430) | (75 836) |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | | |
|---|---|--|---|----------------|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet Type de client Région Municipalité Nbr de clients potentiels Longueur en mètres linéaires | Extension - Estimation COMMERCIAL Mauricie St-Marc-des-Carières 14 503 | Représentant Conseiller OTP 17-000009 Coût en capital prospectif D-2017-094 Coût en capital prospectif après impôt | 5,43% 5,01% |
|---|---|--|---|----------------|

| | 25 | 26 | 27 | 28 | 29 | 30 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 |
| Taxe sur les services publics | 14 380 | 13 667 | 12 954 | 12 241 | 11 528 | 10 814 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 19 122 | 19 165 | 19 166 | 19 127 | 19 051 | 18 941 |
| Rendement | 53 626 | 51 044 | 48 462 | 45 880 | 43 298 | 40 717 |
| Revenu requis | 151 090 | 147 838 | 144 543 | 141 210 | 137 839 | 134 434 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | (59 179) | (62 432) | (65 726) | (69 060) | (72 430) | (75 836) |
| | | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 |
| Contribution tarifaire annuelle | | (79 274) | (82 743) | (86 241) | (89 766) | (93 316) |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| | | | | | |
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| | | | | | |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | |
|---|------------------------------|------------------------|--|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller |
| | Région | Mauricie | OTP |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | 17-000009 |
| | Nbr de clients potentiels | | Coût en capital prospectif D-2017-094 |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif après impôt |
| | | | 5,43% |
| | | | 5,01% |

| | 30 | 31 | 32 | 33 | 34 | 35 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 |
| Taxe sur les services publics | 10 814 | 10 101 | 9 388 | 8 675 | 7 962 | 7 248 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 18 941 | 18 798 | 18 624 | 18 421 | 18 191 | 17 936 |
| Rendement | 40 717 | 38 135 | 35 553 | 32 971 | 30 389 | 27 808 |
| Revenu requis | 134 434 | 130 995 | 127 526 | 124 029 | 120 504 | 116 953 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | (75 836) | (79 274) | (82 743) | (86 241) | (89 766) | (93 316) |
| | | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 |
| Contribution tarifaire annuelle | | (96 891) | (100 488) | (104 106) | (107 744) | (111 401) |

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION



ÉNERGIR, S.E.C.
CALCUL DU REVENU REQUIS
BUDGET

REVENU REQUIS
Paramètres 2017-2018
SRR-VERSION 18.0

| | | | |
|---|------------------------------|------------------------|--|
| Projet St-Marc-des-Carières Flux monétaire modifié | Type de projet | Extension - Estimation | Représentant |
| | Type de client | COMMERCIAL | Conseiller |
| | Région | Mauricie | OTP |
| | Municipalité | St-Marc-des-Carières | 17-000009 |
| | Nbr de clients potentiels | | Coût en capital prospectif D-2017-094 |
| | Longueur en mètres linéaires | 14 503 | Coût en capital prospectif après impôt |
| | | | 5,43% |
| | | | 5,01% |

| | 35 | 36 | 37 | 38 | 39 | 40 |
|--|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Nombre de clients | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |
| Volume en m3 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 | 1 547 160 |
| Frais de conduite - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduite - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de conduites | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Base | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Frais entrepreneurs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements - Coûts de compteur(s) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais de branchements | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais UMQ | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres coûts de projet | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Actif non amortissable (terrain) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Frais généraux (4,09%) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PRC - 10 ans | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - PRC (10 ans) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contrib. Raccord. réseau/ Délai/ Emplacement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CASEP - Immobilisations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Subventions extérieures | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Contributions clients | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Investissement total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Coût d'opération | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 | 14 821 |
| Amortissement comptable | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 | 47 547 |
| Taxe sur les services publics | 7 248 | 6 535 | 5 822 | 5 109 | 4 396 | 3 682 |
| Redevances | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 | 1 593 |
| Impôts | 17 936 | 17 656 | 17 354 | 17 031 | 16 688 | 16 326 |
| Rendement | 27 808 | 25 226 | 22 644 | 20 062 | 17 480 | 14 898 |
| Revenu requis | 116 953 | 113 379 | 109 782 | 106 164 | 102 525 | 98 869 |
| Revenus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Taux Distribution (¢/m³) | 14 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 | 13,5907 |
| Revenu de distribution (\$) | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 | 210 269 |
| Contribution tarifaire annuelle | (93 316) | (96 891) | (100 488) | (104 106) | (107 744) | (111 401) |

| | | | | | | |
|---------------------------------|--|--|--|--|--|--|
| Contribution tarifaire annuelle | | | | | | |
|---------------------------------|--|--|--|--|--|--|

| | | | |
|--|---------|-----------------------------------|----------|
| Contribution tarifaire (3 ans) | 158 160 | Contribution tarifaire (15 ans) | 272 707 |
| Contribution tarifaire (5 ans) | 214 252 | Contribution tarifaire (20 ans) | 222 605 |
| Contribution tarifaire (10 ans) | 291 642 | Contribution tarifaire (40 ans) | (68 737) |
| Point mort tarifaire (années) | 35,07 | | |
| Taux de rendement interne (TRI 40 ans) | 5,43% | | |

VENTES

| | | | | | |
|----------------------------------|---------------------|------------------|---------------------|---------------------------|---------------------|
| Représentant | Date ____/____/____ | Directeur Ventes | Date ____/____/____ | Cadre de direction Ventes | Date ____/____/____ |
| Vice-président Commercialisation | Date ____/____/____ | Présidente | Date ____/____/____ | | |

CONDITIONS DE RÉALISATION

**L'ANNEXE Q-5.1 DES RÉPONSES CONFIDENTIELLES
À LA DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS N° 1
DE LA RÉGIE DE L'ÉNERGIE
EST DÉPOSÉE SOUS PLI CONFIDENTIEL**